

LISTE DES ABREVIATIONS

APPI : Accords sur la Promotion et la Protection des Investissements

BDPI : Bureau pour le Développement et la promotion des Investissements des Industries

BIT : Bureau International du Travail

BNM : Banque National Malgache

CAPE : Comité d'Appui au Pilotage de l'Entreprise

CETA : Centre Economique Industriel et Technique à l'Artisanat

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement

COTONA : société cotonnière d'Antsirabe

DCPE : Document Cadre de la Politique Economique

DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté

EDBM: Economic Development Board of Madagascar

EI : Entreprises Individuelles

EURL : Entreprises Unipersonnelles à Responsabilité Limitée

FMI : Fonds Monétaire International

FMN : Firme Multi-Nationale

GUIDE : Guichet Unique des Investissements et du Développement des Entreprises

IDE : Investissement Direct Etranger

JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy

MADIO : Madagascar Dial Instat Orstom

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OGU : Office du Guichet Unique

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMAPI : Office Malgache de la Propriété Industrielle

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brute

PMA : Pays Moins Avancés

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMI : Petites et Moyennes Industries

PNASP : Programme National d'Appui au Secteur Privé

PNB : Produit National Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SA : Société Anonyme

SAU : Société Anonyme Unipersonnelle

SARL : Société Anonyme à Responsabilité Limitée

SCN : Système de Comptabilité Nationale

SNI : Société Nationale d'investissement

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
<u>PARTIE I : REPARATION DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT</u>	<u>5</u>
CHAPITRE I: FONDEMENT THEORIQUE SUR LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	6
SECTION 1 : CONTOURS DU SOUS DEVELOPPEMENT	6
I Définition de La croissance et développement	6
1.1 Définition de la croissance	7
11.1 Concept théorique de la croissance.....	7
11.2 Notion sur les mesures de production.....	7
1.2 Définition du développement.....	8
12.1 Concept théorique sur le développement économique	8
12.2 Mesure de développement	9
II Développement et sous développement.....	10
2.1 Les problèmes du sous développement.....	10
2.2 Les critères et catégories de sous développement	10
SECTION II : LA STRUCTURE DU SECTEUR D'ACTIVITE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	12
I Généralité sur la structure des activités économiques.....	12
1.1 Nomenclatures des activités économiques.....	12
1.2 La loi des trois secteurs	13
II l'aspect de la structure des activités économiques dans les pays en développement.....	14
2.1 Situation et évolution de la structure des activités économique dans les PED.....	14
2.2 La Désarticulation économique.....	16
22.1 L'économie traditionnelle	16
22.2 L'économie moderne	17
SECTION III : FACTEUR DE DESARTICULATION ECONOMIQUE DANS LE PED.....	19
I facteur de diminution du secteur primaire dans le tiers monde.....	19
1.1 Question démographique.....	19
1.2 L'échange inégal.....	21
II Facteur de rareté du secteur secondaire	23
2.1 La dépendance technologique	23
2.2 Firme multinationale.....	24
22.1 Le libre échange.....	24
22.2 Internalisation des Firme multinationale	25
III facteur de l'accroissement du secteur tertiaire dans le PED.....	26
3.1 Limite du modèle de Lewis	26
3.2 L'économie informelle.....	27
CHAPITRE II : STRATEGIE POUR LA CORRECTION DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES PED.....	29

SECTION I : LES PRINCIPALES CAUSES D'INARTICULATION ECONOMIQUE DES PAYS SOUS DEVELOPPES.....	29
I Conséquences historiques	29
II Opposition « Centre / périphérique ».....	30
SECTION II : LES STRATEGIES D'AJUSTEMENT DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LES PED.....	31
I choix du secteur moteur	31
II choix de la branche d'activité	33
III Types d'entreprises.....	34

PARTIE II : ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE MADAGASCAR..... 36

CHAPITRE 1 : LA FORMATION DU SECTEUR D'ACTIVITE MALAGASY	37
SECTION 1 PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DE MADAGASCAR.....	37
I Histoire du processus d'industrialisation malgache.....	37
1.1 Période coloniale.....	37
1.2 Après l'indépendance de 1960.....	38
1.3 Période de transition du 1972 à 1975.....	39
1.4 Période 1975-1993 : la deuxième république et la transition.....	39
1.5 Période de 1993-2006 : troisième république.....	41
II Tendances actuelles du secteur d'activité malgache.....	42
SECTION II ANALYSE DE LA STRUCTURE DES ENTREPRISES MALAGASY	44
I Notions sur le terme « entreprise et industrie ».....	44
1.1 Industrie	44
1.2 Entreprise.....	44
1.3 Petites et moyennes entreprises/industries	45
II Répartition des entreprises.....	46
2.1 Répartition selon la forme des entreprises.....	46
2.2 Répartition selon le type d'entreprise.....	48
2.3 Répartition selon la branche d'activité.....	49
III Caractéristique d'emploi	52
IV Part du secteur industriel dans le PIB.....	53
CHAPITRE II : LES PROBLEMES ET DES RECOMMANDATIONS POUR LES ENTREPRISES MALAGASY	56
SECTION I PROBLEMES RENCONTRES PAR LES ENTREPRISES MALAGASY	56
I Rôle entretenue par les Petites et moyennes industries.....	57
II Les principaux obstacles rencontrés par les industries malagasy	57
2.1 Source de financement	57
2.2 Politique macroéconomique de l'Etat.....	58
2.3 Présence de crise politique.....	58
2.4 Prédominance du secteur artisanal et informel.....	58
III Les difficultés rencontrées par industries malagasy	59
3.1 Difficulté en culture d'entrepreneuriat.....	59
3.2 Difficulté au niveau du pilotage de l'entreprise.....	59

3.3 Difficulté au niveau de la gestion des affaires	59
3.4 Difficulté au niveau de la communication	60
3.5 Difficulté au niveau organisationnel	60
SECTION II : RECOMMANDATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISE	
MALAGASY	61
I Stratégie de développement de l'industrialisation	61
II Les issues pour un nouveau développement de l'entreprise	63
CONCLUSION.....	65
LISTES DES ABREVIATIONS.....	I
LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	II
ANNEXES.....	III
BIBLIOGRAPHIE.....	IV

INTRODUCTION

La croissance existait dès le XIXe, depuis l'histoire de ce que l'on appelle la révolution industrielle, elle renforce le processus de production de l'homme et permet d'augmenter la masse des biens en une quantité improbable. Mais la croissance ne peut pas s'apprécier seulement en quantité. Elle affecte aussi durablement sur les structures économiques et sociales d'un pays. D'ailleurs, la croissance économique exige une faculté d'adaptation au changement qui implique des coûts. La croissance économique est en relation directe avec le progrès technique. Elle est donc le fruit de la transformation dans l'activité économique qui s'appuie sur les phénomènes d'industrialisation, d'innovation, de l'amélioration de la condition du travail, et de l'évolution de l'exploitation potentielle du travail. Ce changement a entraîné un mouvement de contestation apparu en 1960 dans certains pays qui s'est accompagné par une crise de travail puisque cette transformation tend à affaiblir les motivations en faveur de la productivité, à bouleverser la structure d'activité économique et à favoriser le développement du secteur informel dans les tiers monde. De ce fait, La crise économique des années 1970 a révélé les problèmes d'une société qui ne connaît pas la croissance économique : chômage, pauvreté, problèmes de finances publiques qui intensifie l'écart de développement entre les pays développés et les pays sous développés. Pour un état technique donné, la croissance économique a pour conséquence la création d'emplois lorsque les gains de productivité restent inférieurs à l'augmentation de production attendue. Le PIB maximum peut être réalisé en fonction des quantités et des qualités des facteurs de production. Or, dans les pays sous développés, le travail des actifs, le capital fixe, les ressources naturelles sont mal exploités et mal répartis dans les différentes activités économiques.

Madagascar a une superficie de 592 000 km² qui comporte environ 20 millions d'habitants. La population est inégalement répartie entre les six provinces même si elle a une densité plus ou moins faible. Antananarivo comporte 29% de la population, Fianarantsoa 21%, Toamasina 16%, Toliara 15%, Mahajanga 11% et Antsiranana 8%. On compte en 2003, 92 habitants par km² à Antananarivo, 37 à Fianarantsoa, 38 à Toamasina, 12 à Mahajanga, 15 à Toliara et 28 à Antsiranana. La population est relativement jeune et rurale car 54% de la population ont moins de 20 ans et 72% vivent en milieu rural. Madagascar a acquis l'indépendance en 1960, il a connu des crises politiques successives en 1972, 1991 et 2002 ainsi qu'en 2009 qui ont provoqué un bouleversement sur le tissu économique et social. La croissance économique s'est alternée. Le PIB par tête est passé de 250 000 FMG en 1984 à 160 000 FMG en 2000. De plus, le tissu économique est concentré dans le centre du pays si

on juge de la part des consommations des ménages. En effet, plus de 46% des dépenses des ménages sont enregistrés à Antananarivo, 14.0% à Fianarantsoa, 11.5% à Toamasina, 8.6% à Mahajanga, 11.3% à Toliara et 8.4% à Antsiranana¹.

Concernant l'entreprise, le nombre des entreprises formelles issues du secteur secondaire et tertiaire réparties à travers la Grande Ile est évalué à 211 315. La province d'Antananarivo est le lieu d'implantation de 62,8% de ces entreprises, suivie par la province de Toamasina 11,1% et celle d'Antsiranana 9,4%. En 2004, en gros, les sociétés formelles du secteur II et III ont eu un chiffre d'affaire total de 7 380 milliards d'Ariary et ont créé une valeur ajoutée de 4 336 milliards d'Ariary. Le montant du capital est estimé à 7 173 milliards d'Ariary. La somme des investissements est évaluée à 1 708 milliards d'Ariary. Evidemment, ces chiffres sont à comparer avec le budget de l'Etat ou le produit intérieur brut pour se faire une idée juste des valeurs et de leur importance².

La réalité dans les pays du tiers monde se trouve bien évidemment sur le déséquilibre entre les différentes activités économiques. Ces phénomènes sont expliqués par le processus de développement adoptés par ces pays et les effets tardifs qu'ils ont subit et qui se représente comme un blocage à la croissance économique et développement. Renforcer par la gravité des crises économiques, et l'accroissement important de la population, le secteur tertiaire seulement sous forme d'activité de survies domine.

Il en est de même pour le cas de Madagascar. La structure des secteurs des activités à Madagascar sont en déséquilibre. La part en PIB du secteur industriel est très faible alors que dans l'histoire de développement, l'industrie est le moteur de fonctionnement d'un pays et qui contribue à sa croissance. Et comme le secteur industriel occupe une place importante dans la vie économique du pays, il est nécessaire de connaître l'état de la situation du secteur industriel à Madagascar. Pour ce faire, la question fondamentale auxquels nous essayons d'apporter des éléments de réponse se résulte comme suit : Comment se présente la structure des activités économiques dans les pays sous développés ?

Un certain nombre de questions sous jacente s'y pose également à savoir, comment se forme les secteurs d'activités dans un pays, Quelles sont les raisons du déséquilibre de la structure des activités économique de ces pays, qu'en est-il à propos du cas de Madagascar ? ? La faiblesse du secteur industriel est il un obstacle pour le développement d'un pays ?

¹ Institut National de la Statistique, *Direction des Statistiques des Ménages République de Madagascar*, INSTAT , octobre 2004

² Institut national de la statistique , *Rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar*, INSTAT, direction des statistiques économique, 2005

Pour lutter contre ce déséquilibre, il est nécessaire de trouver le secteur en difficulté pour le cas de Madagascar et analyser les causes de ces défaillances en vue de corriger cette handicap qui empêche la croissance et le développement du pays. Il s'agit donc d'analyser particulièrement le cas du secteur industriel à Madagascar. Face à la situation générale de Madagascar comme d'autre pays moins avancé, on rencontre plusieurs difficultés dues à la pauvreté du pays, il n'est pas solution de mettre en œuvre un grand projet de création d'une grande industrie pour équilibrer la structure des activités économique due pays. La meilleure chose à faire est d'observer la réalité de l'industrie malagasy et d'en tirer la solution qui convient le mieux. C'est pour cette raison que nous avons spécialisé notre domaine d'analyse sur le cas des petites et moyennes industries à Madagascar.

La lutte contre la pauvreté est devenue un objectif prioritaire pour le gouvernement malgache, à l'image d'autres pays en développement, obtenant le soutien financier de plusieurs bailleurs de fonds pour mener des politiques de développement. Pour lutter contre la pauvreté, 'il est préférable d'améliorer la situation de secteurs en difficulté en essayant de connaître les causes et les raisons qui mènent au déséquilibre du structure économique d'un pays.

Pour comprendre la nature des obstacles qui dressent les trajectoires des sociétés dans les pays en voie de développement, il faut analyser en profondeur la structure des activités économique dans ce pays.

Ce travail n'a pas pour but de chercher à établir des théories par rapport à la réalité. Notre méthodologie est plutôt basée sur une analyse descriptive qui consiste à une simple présentation de l'évolution des activités économique à Madagascar et à une analyse préalable de cette réalité observée.

Ce présent travail est basé sur l'interprétation des résultats de travaux de recherche menée par différents auteurs et des organismes ne citent que les travaux réalisés par des organismes comme l'OIT, le BIT, et l'INSTAT. Des données obtenues par l'intermédiaire des informations sont utilisées pour mieux comprendre le sujet en question afin d'améliorer la connaissance sur ce type d'économie.

Pour mieux comprendre ce sujet, nous allons diviser notre travail en 2 parties. Dans la première partie, on va parler du fondement théorique sur la structure des activités économique dans les pays sous développés. Il s'agit de décrire en premier lieux les contours du sous développement, et ensuite les structures des activités économiques dans ces pays et en fin les facteurs de désarticulation économiques dans ces pays. Pour la deuxième partie, il s'agit de

ressortir et d'étudier le cas du secteur en difficulté en prenant le cas de Madagascar. Pour ce faire, on va étudier le secteur industriel qui est évidemment en difficulté dans ce pays. Ensuite de ressortir les problèmes rencontrés par les industries particulièrement le cas des Petites et moyennes entreprises a Madagascar en vue d'accorder des stratégies nécessaires pour leurs accroissement afin qu'elles peuvent contribuer au développement de la nation et surtout pour retrouver l'équilibre envers les trois secteurs d'activité.

PARTIE I : REPARATION DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Les entreprises dans les pays moins avancés rencontrent beaucoup d'obstacle alors que l'industrie est le pilier de la croissance et de développement d'un pays parce qu'elles pourraient apporter plus de valeur ajoutée pour le pays et ceux dépendent de l'activité économique adoptées par les entreprises. Il est nécessaire donc tout d'abord de connaître le fondement théorique de la structure du secteur d'activité économique dans les pays sous développé. En d'autre terme, la réalité de la théorie du sous développement est du aux obstacles rencontrés par ces pays dans le critère sociologique, politique, culturel mais surtout économique qui forment la structure économique au niveau du système productif du pays à savoir les secteurs d'activité. Il est donc nécessaire de savoir les raisons de ces modifications en commençant à décrire tous d'abord le fondement théorique sur la structure des activités économique et puis les concepts pour corriger cette structure.

CHAPITRE I: FONDEMENT THEORIQUE SUR LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Ce premier chapitre nous explique le poids des trois secteurs d'activité dans un pays et son évolution dans les pays sous développer. En effet, les pays sous développer rencontre un problème au niveau de la structure des activités économique. Pour mieux comprendre, on va tous d'abord développé les caractéristiques de sous développement, ensuite décrire la structure du secteur d'activité dans les pays en développement et enfin énoncer la source de ces problèmes.

SECTION 1 : CONTOURS DU SOUS DEVELOPPEMENT

Avec l'avènement de la révolution industrielle, l'étude du développement économique est devenue le but essentiel de certains économistes.

La plus grande partie des pays du tiers Monde partage encore bien de difficulté sur l'idée de développement alors que chacun d'entre eux cherche pour le mieux de résoudre le problème de sous développement de son pays. Le contenu de cette section énonce d'une part, une revue des principales controverses théoriques à propos du développement et, d'autre part, une revue du tiers monde en étudiant les contours du sous développement

I Définition de La croissance et développement

Dans la phase de construction du concept du développement économique, les écoles de pensée ont du confondre le développement avec la croissance économique sur laquelle le développement économique désigne l'obtention d'une croissance économique sur une longue période. Le concept de développement est réduit à la croissance du revenu réel par habitant dans les pays du sud.

1.1 Définition de la croissance

11.1 Concept théorique de la croissance

selon Adam Smith, la division du travail est une source de gains de productivité assez forte pour assurer une croissance durable du produit par tête et ce résultat est obtenu par l'existence du progrès technique.³

Cependant, selon David Ricardo, la croissance se heurte à « la loi des rendements décroissants » et le revenu par tête ne peut pas augmenter indéfiniment. Si les rendements du travail sont décroissants c'est parce que la terre à laquelle on va appliquer ce travail existe en quantité limitée et parce que de ce fait des terres de moins en moins fertiles vont être utilisées ce qui fera baisser le rendement moyen, de plus, l'existence du progrès technique fait aussi retardé l'accroissement de la productivité car il est exogène.⁴

11.2 Notion sur les mesures de production

L'activité de production produit de la valeur ajoutée dans la société. Cette dernière est obtenue par la différence entre la production et la consommation intermédiaire⁵. La somme de ces valeurs ajoutées pour chaque entreprise mesure la production réalisée par l'ensemble des entreprises sur un territoire donnée au cours d'une année.

Pour mesurer l'efficacité productive d'un pays, on utilise les indicateurs suivants : le PIB

Le PNB et le PNN

- Le PIB produit intérieur brute mesure la production totale attribuée aux résidents et non résidents sur le territoire
- Le PNB produit national brute mesure la production intérieure et extérieure totale attribuable aux résidents d'une nation sans en déduire l'amortissement
- Le PNN produit national net qui est la soustraction de la valeur de la production disponible dans le pays à celle du capital utilisé au cours de la période.

Ces agrégats économiques permettent d'avoir au moins une approximation sur les classements de plusieurs nations.

³ ROSENSTEIN Rodan(1943), NURKE . R(1961) : Cf ELISA ASSIDON, *Les théories économiques du développement* ; La découverte,1992, p 57-58

⁴ ibidem

⁵ Qui désigne l'ensemble des bien et services nécessaires a la production ou utilisés au cours du processus de production

En 2011 par exemple, la banque mondiale a ressortit les revenus moyens des pays. Pour les besoins de ses analyses, la Banque mondiale distingue les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé. A ce jour du 2011, les pays à faible revenu sont celles qui, en 2010, ont un revenu moyen par habitant de 1 005 dollars ou moins ; les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont un revenu moyen compris entre 1 006 et 3 975 dollars ; les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont un revenu moyen compris entre 3 976 et 12 275 dollars ; et les pays à revenu élevé ont un revenu moyen de 12 276 dollars ou plus.⁶

La détermination du PIB d'une nation qui est la somme des valeurs ajoutées de plusieurs entreprises nécessite l'analyse des secteurs d'activité économique dans ce pays car le déséquilibre entre les différents secteurs économiques est l'une des sources de sous-développement d'un pays.

1.2 Définition du développement

Les économistes ont été amenés à distinguer le développement et la croissance. Le développement désigne la transformation des structures économiques mais également des structures sociales, culturelles, politiques, institutionnelles qui accompagnent et qui expliquent la croissance.

12.1 Concept théorique sur le développement économique

François Perroux définit le développement comme « étant l'ensemble des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global »⁷. Il s'agit donc d'un phénomène avant tout qualitatif alors que la croissance est un changement purement quantitatif.

Adams Smith, dans son œuvre « recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » publié en 1776, pose les premiers jalons d'une théorie de la croissance. Selon lui, la croissance qui prend source dans la division du travail est illimitée. On a ici une vision optimiste de la croissance

⁶ Rapport de la banque mondiale « *classification des pays : changement 2011* », 2011

⁷ COHEN . A ; COMBEMALE. P ,*Croissance et crise, élément d'analyse* ,Hatier, 1980, p 80

12.2 Mesure de développement

Pour Rostow, le développement serait un phénomène inévitable. Pour lui le développement est un processus que tous les pays devrait suivre, ainsi certains pays ayant simplement de l'avance par rapport au autre sur le processus, tout ne serait donc qu'une question de temps.

. W.W. Rostow dans son ouvrage « *Les étapes de la croissance économique* »⁸ a tenté de « dégager les caractéristiques uniformes de la modernisation des sociétés ». Selon lui, les sociétés parcourent au cours de leur développement cinq différentes étapes : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse.

Mais certains auteurs ont faits des critiques concernant le schéma de Rostow :

- Pour certains, ce schéma présente un caractère universel en ce sens qu'il s'applique indifféremment à toutes les sociétés sans tenir compte de leurs spécificités.
- Sur le plan historique, cette théorie apparaît déterministe car elle ignore que les pays actuellement sous-développés doivent faire face à des problèmes différents de ceux qu'ont eu à affronter les nations aujourd'hui industrialisées au cours de leur processus de développement.
- Pour d'autres, la théorie linéaire est teintée d'ethnocentrisme car l'évaluation des performances des nations en développement se fait sur la base de l'expérience du monde occidental.
- Il apparaît également que les limites entre les diverses étapes sont assez floues, certaines caractéristiques se retrouvant à l'intérieur de phases différentes.

A la limite de cette théorie de Rostow, les économistes ont cherché d'autre mesure de développement. Il est nécessaire d'établir une liste des indicateurs de développement pouvant compléter le revenu par tête. Différentes tentatives ont été faites pour établir une liste de critères de développement plus proches d'une mesure du bien-être que le simple revenu par tête. Les indices de développement humain développés par le Programme de Développement des Nations Unies en est un qui se compose en trois et qui sont l'espérance de vie, la mesure composée du niveau de scolarité, et le revenu par habitant.

Ainsi ces indicateurs sont corrélés avec le niveau du revenu par tête, ce qui suggère que ce dernier peut être utilisé comme une approximation, une « variable résumant »

⁸ ROSTOW.W.W , *les étapes de la croissance économique* ,point n° 16 ,le Seuil 1952

d'un ensemble de symptômes qui sont liés. Cependant le fait de considérer ces d'indicateurs qui sont plus large que le revenu par tête permet d'ouvrir la discussion sur des caractéristiques du « sous-développement » potentiellement importante par elles mêmes ou qui ont longtemps occupé l'attention des analystes du développement. En effet, il est difficile par exemple de faire la comparaison de développement par tête d'un pays qui ne produit que de l'or dans laquelle la quasi-totalité de la population meurt de faim a celui d'une économie totalement agricole capable d'assurer le minimum vital à tous la population. Pour la résolution de ces problèmes, les économistes à rechercher d'autres critères de développement en commençant l'analyse par une liste large de critères de sous-développement, on appelle tout de suite la controverse sur ce qu'il est et ses causes.

II Développement et sous développement

2.1 Les problèmes du sous développement

Les économistes ont du avoir des difficultés à identifier le degré et l'évaluation du sous développement. Certains auteurs analysent le sous développement sur la structure tel que les déséquilibres entre les différentes secteurs d'activités, les oppositions politiques, les clivages sociaux entretenus par l'ampleur des inégalités patrimoine, de revenu, de pouvoir, d'éducation. D'autre trouvent l'obstacle de sous développement suivant le contexte historique du pays tel que le processus d'industrialisation, la dépendance commerciale, la pauvreté, l'explosion démographique, la dépendance financière et d'aide extérieur.

D'après C.A Michalet, le problème du sous développement se repose essentiellement sur le développement économique⁹ c'est-à-dire essentiellement industriel

2.2 Les critères et catégories de sous développement

Les PED englobent des pays ex-communistes et des pays ex-colonisés d'autres fois. Ils représentent 50% du PIB mondial en parité du pouvoir d'achat ,40% du PIB mondial en valeur et 45% du commerce mondial. Sur les 150 membres de l'OMC, à peu près 2/3 sont des PED. Ces PED connaissent à la fois une forte natalité ($> 20 \text{ }^0_{00}$) et une mortalité faible ($< 12 \text{ }^0_{00}$) liée à la jeunesse de la population¹⁰. En d'autre terme, de nombreux critères

⁹ MICHALET C.A , « *tendance récentes du capitalisme mondial* » in Revue d'économie Industriel n°14 4^e édition 1980

¹⁰OMC, *Pays en développement*, chapitre 6, P69

déterminent le sous- développement d'un pays. Le critère économique, le critère social, et politique.

Les PED rencontrent alors les problèmes suivants¹¹ :

- Un produit par habitant faible
- Une sous- alimentation
- Une explosion démographique
- Un analphabétisme
- Des insuffisances d'équipement et d'infrastructure

Dans l'ensemble des travaux portant sur l'évaluation du sous développement, ceux publiés par la banque mondiale sont parmi les plus réguliers et les faciles d'accès. D'après eux, les différents pays dans le monde sont classés en quatre catégories :

Pays à revenu élevé

Pays non déclarant

Pays à revenu intermédiaire

Pays à revenu faible

Ce qui est appelé « le tiers monde » ce sont les pays se trouvant dans les deux dernières catégories auxquelles on ajoute certains pays non déclarants comme l'Angola, Cuba, Corée du Nord et Mongolie, ainsi que certains pays à revenu élevé comme les pays exportateurs de pétrole et certains Nouveaux Pays Industrialisés.

Les tiers mondes regroupent les sociétés où le PNB par tête est faible, le taux d'analphabétisme est très élevé, où la sous alimentation existe, où les équipements, ou la pauvreté est très élevée, où la population sont très nombreux par rapport au revenu national et où les infrastructures sont rares. En cumulant l'ensemble des handicaps énumérés précédemment, la raison extrême de sous développement du pays c'est la faiblesse du revenu national ne permettant pas de dégager les surplus nécessaires à l'achat des biens d'équipements ou à la construction des infrastructures, à l'acquisition de technologies étrangères, ou à l'amélioration de l'éducation ainsi qu'à la formation des employés. Cela explique la lenteur de la croissance économique de nombreux pays du groupe et dans certains cas les phénomènes de régressions économiques. La croissance est donc généralement jugée nécessaire car le vrai développement des pays en développement est ordre économique c'est-à-dire son objectif principal doit se concentrer sur l'accroissement de la production qui fait augmenter le rendement et le revenu national afin d'obtenir la croissance économique.

¹¹ BARTOLI Annie ; HERMEL Philippe ; *le développement de l'entreprise ; economica, 1989, p 24*

SECTION II : LA STRUCTURE DU SECTEUR D'ACTIVITE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

L'observation du poids respectifs des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans le PIB ou dans la population active de chaque pays montre à l'évidence une évolution de la structure des activités selon le niveau de développement.

La théorie des trois secteurs formulée par C. Clark au cours des années quarante et popularisée en France par J. Fourastié a systématisé ce constat pour en faire la base d'une théorie de développement.

I Généralité sur la structure des activités économiques

1.1 Nomenclatures des activités économiques

Les nomenclatures d'activités exercées par chaque entreprise correspondent à une décision de classification des entreprises à des terminaisons statistiques. Elles permettent de mieux suivre l'évolution de l'économie d'un pays et de comprendre son fonctionnement. Elles ont cependant une utilité pour les entreprises car l'appartenance à une classe d'activité détermine certaines mesures stratégiques à prendre pour le bon fonctionnement de l'entreprise.. Au 19ème siècle, le célèbre économiste Jean-Baptiste Say (1767-1832) avait proposé une classification des industries en trois grands types : industrie agricole, industrie manufacturière et industrie commerciale. Aujourd'hui, l'une des typologies des activités économiques les plus employées est celle de Colin Clark .Elle a été développée en France par Jean Fourastié (1907-1990).

Dans un ouvrage publié en 1941 intitulé *The Conditions of Economic Progress* traduit par Les conditions du progrès économique, Colin Clark découpe le système productif en trois grands secteurs d'activité :

- Le **secteur primaire** qui regroupe les entreprises dont les activités sont liées à l'exploitation du milieu naturel, et aboutissent à la mise à disposition de matières premières. Il comprend : l'agriculture, la pêche, la sylviculture et l'extraction minière.
- Le **secteur secondaire** qui rassemble les entreprises réalisant la transformation des matières premières en biens de production ou en biens de consommation : industrie, BTP, constructeurs automobiles, avionneur .Bref, il comprend l'artisanat et les entreprises industrielles.

- Le **secteur tertiaire** inclut les entreprises de services : commerces, banques, assurances, transport, administration mais aussi services aux personnes tels que les coiffeurs, pressings, etc.

Selon Colin Clark, le développement économique est lié à l'évolution de chacun des secteurs. Au départ, le secteur primaire prévaut. Puis, le secteur secondaire se développe et finit par dépasser le secteur primaire. Enfin, le secteur tertiaire prend de l'importance pour devenir peu à peu dominant. Ce schéma de développement économique est appelé « la loi des trois secteurs », elle ne s'applique pas à tous les pays.

1.2 La loi des trois secteurs

C Clark identifie trois phases dans le développement : la situation initiale est caractérisée par la prédominance de l'agriculture tant au niveau de l'emploi qu'à celui de la production. Au cours de la seconde phase, le secteur secondaire devient à son tour la principale source d'emplois, les biens industriels faisant l'objet d'une forte demande. La saturation de celle-ci, une préférence accrue des consommateurs pour les services et la croissance de la productivité dans le secteur secondaire induit dans la troisième étape une modification du poids respectif des trois secteurs en faveur du tertiaire.

Le raisonnement est donc fondé sur une double dynamique que :

- Celle de la demande, qui suit la logique de la loi d'Eugel : selon lui, le coefficient budgétaire mesurant la part de l'alimentation dans le budget familial décroît au profit des « biens de luxe » lorsque les revenus s'accroissent
- Celle de la structure de la production et d'emploi. Selon J.Fourastié, l'évolution des trois secteurs sera la suivante :
 - Agriculture : l'écart entre les taux de croissance respectifs de la demande et de la productivité induit une diminution de l'emploi et provoque l'exode rural car le taux de croissance de la demande étant inférieur à celui de la productivité
 - Industrie : dans une première étape, la forte croissance de la demande entraîne celle de l'emploi. Les gains de productivité dépassent progressivement la dynamique de la demande ; écart entre les deux évolutions tendant à s'accroître avec la saturation des marchés, l'emploi industriel diminue.

- Services : la croissance de la demande s'accélère avec la hausse du revenu, tandis que les gains de restent très limités : l'emploi est donc fortement croissant lors de la dernière phase, sans risque de saturation puisque la diversification du tertiaire est à peu près infinie comme les besoins en éducation, santé, loisir ect...

II l'aspect de la structure des activités économiques dans les pays en développement

Les capacités productives nationales se développent à la fois par l'accumulation de capital, par des mutations structurelles et par le progrès technologique. Comme le soulignait le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*, ces processus ont toujours été difficiles dans les PMA. Mais les indications dont on dispose montrent qu'ils sont généralement restés difficiles aussi dans les années d'expansion, en dépit de la croissance économique rapide de ces pays.

2.1 Situation et évolution de la structure des activités économique dans les PED

L'activité dans le secteur primaire est une activité généralement ayant pour objet l'exploitation et la mise en valeur du milieu naturel afin d'obtenir les produits végétaux et animaux utiles à l'homme destinés à son alimentation.

Ce secteur nécessite des capitaux pour son exploitation, l'énergie solaire, l'eau, le sol, l'air, les espèces végétales et animales constituent le capital naturel de l'agriculture et l'élevage. De plus, il nécessite aussi des capitaux humains pour l'exploitation et la mise en valeur des ressources naturelles. La mécanisation de ce processus crée des emplois dans les milieux ruraux parce que cette activité nécessite l'abondance des mains d'œuvre.

Le secteur industriel est un privilège pour le développement d'un pays car il apporte de surplus de valeur ajoutée et sources de diffusion technologique. Dans les pays développés, c'est ce secteur qui est la principale source de valeur ajoutée. Dans l'histoire de l'industrialisation du monde développé, l'industrie est une condition nécessaire au développement agricole. Ainsi les grands pays agricoles comme les Etats-Unis, Danemark, France ou Australie sont également de grands pays industriels. Le niveau quantitatif et qualitatif de leur production tient à la densité des relations entre secteur primaire et secondaire. Mais la progression de la technologie et les besoins supplémentaires fournis dans le secteur secondaire donne l'apparition et l'accroissement du secteur tertiaire. En ce sens il y a équilibre entre les différents secteurs d'activités.

Or, dans les pays du tiers monde, la situation semble très différente car on rencontre très souvent les phénomènes de désarticulation économique c'est-à-dire qu'il n'y a pas de

relation entre le secteur moderne et le secteur traditionnel. Autrement dit, la productivité dans le secteur agricole et le secteur tertiaire semble très élevé alors que le secteur secondaire est presque inexistant. Il y a donc déséquilibre entre les trois secteurs d'activité.

Les données fournies par le CNUCED valide partiellement cette situation, dans les pays les plus pauvres, la part de la productivité dans le secteur agricole diminue d'année en année et que la valeur ajoutée crée dans l'industrie est très faible par rapport à celle des autres secteurs d'activité surtout dans l'industrie manufacturière.. On constate par ailleurs que le poids du secteur tertiaire est énorme même si la croissance relative à ce secteur étant plus lente.

Tableau 1 : Evolution du PIB par secteur d'activité dans les PMA

secteur	Agriculture		Industrie manufacturière		Industrie non manufacturière		Service	
année	2000-2002	2006-2008	2000-2002	2006-2008	2000-2002	2006-2008	2000-2002	2006-2008
Ensemble de PMA	30.7	26.8	10	10	15.2	20.6	44.2	42.6
PMA africain et Haiti	32	28	7.8	7.8	17.4	24.4	42.2	39.9
PMA asiatique	29.1	25	12.9	14	12.6	14.3	45.5	46.8
PMA insulaire	21.4	21.5	7.4	6	7	8.5	64.2	64

Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, à partir de la base de données *GlobStat* de la CNUCED.2013

Pour les PMA en tant que groupe, leur évolution structurelle durant la période d'expansion a été essentiellement caractérisée par le recul relatif de la contribution de l'agriculture au PIB et par l'augmentation relative de la contribution des industries non manufacturières telles qu'exploitation minière, équipements collectifs et construction en Bâtiment et travaux public. Même si la part de l'agriculture dans le PIB est tombée à 26 % durant la période 2006-2008, ce secteur reste la première source d'emplois, absorbant les deux tiers de la main-d'œuvre au cours de cette période. Le secteur manufacturier a contribué au PIB en 2006-2008 à hauteur de 10 %, niveau identique à celui enregistré au début de la période d'expansion et en 2000-2002. À l'intérieur de ce schéma global, il y a des variations considérables d'un PMA à un autre. L'expansion des secteurs de l'exploitation minière et des équipements collectifs est plus visible dans les PMA africains, reflétant leur dotation relativement plus grande en ressources minérales, tandis que dans certains PMA asiatiques la part du secteur manufacturier dans le PIB a progressé modestement. Mais à l'autre bout de l'échelle, des PMA ont connu une certaine désindustrialisation avec une réduction de la part

des articles manufacturés dans leur PIB. Enfin, c'est dans les PMA ayant la croissance la plus faible que la part de l'agriculture a le moins diminué; dans certains de ces pays, touchés pour quelques-uns par des conflits, la part de l'agriculture dans le PIB a même progressé.

On peut décrire l'évolution structurelle globale en cours dans les PMA comme une «transition structurelle bloquée». De plus en plus de personnes recherchent un emploi en dehors de l'agriculture, mais compte tenu de l'évolution structurelle de la production elles ne peuvent pas trouver d'emploi décent et productif. En 2008, les personnes travaillant pour leur propre compte et celles collaborant à l'entreprise familiale, essentiellement engagées dans des activités économiques de type informel, représentaient 80 % environ des travailleurs dans les PMA (UNDP, 2010). Précisément parce que l'expansion économique a renforcé la spécialisation dans les produits primaires (essentiellement non agricoles), au lieu de dynamiser les activités manufacturières et les services à forte intensité de main d'œuvre, elle ne s'est pas traduite par une large création d'emplois. Et faute de création d'emplois en dehors d'un secteur agricole avec une faible productivité, la croissance n'a guère eu d'effets en termes de réduction de la pauvreté et d'avancées vers la réalisation des OMD. Le défi de l'emploi est particulièrement critique en Afrique subsaharienne, où la pression démographique sur le marché du travail se conjugue à une croissance atone, voire inexistante, des activités manufacturières et des services.¹²

.

2.2 La Désarticulation économique

Nous observons dans une première vue le déséquilibre entre le différent secteur dans les pays du tiers monde qui est confronté entre l'absence d'histoire sur l'économie traditionnelle et l'économie moderne.

22.1 L'économie traditionnelle

Selon Rostow, l'économie traditionnelle c'est une société stationnaire dont l'agriculture étant l'activité principale avec 75% au minimum de la population active est engagée dans la production de denrées alimentaires, elle impose une structure sociale fondée sur la propriété foncière. C'est une activité de subsistance et n'aspire pas au changement. « Du point de vue historique, nous groupons donc sous le terme de société traditionnelle tout le monde pré newtonien : les dynasties chinoises, la civilisation du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen, le monde de l'Europe médiévale. Et nous y ajoutons les sociétés post newtoniennes qui, pendant un certain temps demeurèrent étrangères ou indifférentes à la

¹² UNECA, 2010.

capacité nouvelle qu'avait l'homme d'utiliser systématiquement son milieu physique pour améliorer sa condition économique». Excepté la consommation, le revenu national est dépensé à des fins non-productives. La société est hiérarchisée lorsque le pouvoir est concentré entre les mains des propriétaires terriens, ou incarnée dans une autorité centrale qui s'appuie sur l'armée et les fonctionnaires »¹³.

Dans les pays du tiers monde, l'économie traditionnelle est constituée par la pratique du secteur agriculture et d'élevage comme activité principale. Les moyens de production utilisés sont traditionnels. Ils n'utilisent que des bèches et des fourches pour l'aménagement du sol, ces produits sont destinés pour l'autoconsommation locale. Mais d'autre pays pratique la plantation. C'est une entreprise capitaliste hérité de la colonisation qui s'installe en Pays en voie de développement. Elle adopte une technique moderne d'exploitation, fait venir des machines perfectionnées, ainsi que des techniciens et des ingénieurs performants pour encadrer les salarier locaux. La production obtenue est principalement destinée pour être exporté en vue d'échanger contre des produits manufacturiers étrangers. Les plantations concernés sont le café, le cacao, le coton, le thé, le manioc, le riz ect...

22.2 L'économie moderne

L'économie moderne se caractérise par de profondes mutations dans les trois secteurs d'activité. On assiste à la mise en place de structures favorables au développement notamment par le développement du système bancaire et la création de l'infrastructure nécessaire au développement industriel. Rostow souligne le rôle "moteur" dévolu au secteur agricole qui par les gains de productivité qu'il enregistre permet de nourrir une population croissante, assure les exportations nécessaires à l'équilibre des échanges extérieurs et autorise la réunion des conditions nécessaires au développement industriel. La notion de progrès économique, émane généralement de l'extérieur et se diffuse à travers les élites nationales. C'est une période de progrès soutenu au cours de laquelle la croissance gagne l'ensemble des secteurs de l'économie et on assiste à une mise en œuvre plus générale des techniques modernes.

Elle se caractérise par :

- un nouvel accroissement du taux d'investissement qui passe de 10 à 20 % du revenu national.

¹³ COHEN . A ; COMBEMALE. P ,*croissance et crise, élément d'analyse* ,Hatier, 1980, p 80

- une diversification de la production: "l'économie prouve qu'elle est en mesure d'aller au-delà des industries qui l'ont fait démarrer à l'origine", par l'apparition de nouveaux secteurs dominant l'industrie dont le secteur tertiaire.

- la structure de la population active se modifie, la main d'œuvre devient plus urbaine, et on note un phénomène d'urbanisation croissant.

Les objectifs de la société commencent à ne plus se borner à l'application de la technologie moderne aux ressources. L'expansion de l'industrialisation cesse d'être la considération majeure, qui l'emporte sur toutes les autres.

Or, dans les pays du tiers monde, la situation est plus ambiguë. Les services apparaissent en effet très énormes dans ces pays alors que l'industrie paraît très rare. Cette tendance est encore plus nette si l'on s'attache non seulement aux valeurs ajoutées mais aussi à l'emploi alors que le revenu apporté par cette activité est relativement très bas. C'est qu'en fait, le secteur tertiaire dans les pays pauvres ne recouvre pas tout à fait la même réalité que dans les pays riches. En effet, une partie du secteur tertiaire des pays sous-développés correspond à des petites activités commerciales et artisanales de survie comme les vendeurs de rue, épiciers, coiffeur esthéticiens, chauffeurs, petits réparateurs ect..Exercées par des chômeurs souvent chassés de la campagne échappant l'activité agricole. De plus, la plus part des activités dans le secteur tertiaire dans les Pays en voie de développement ne permet pas de créer plusieurs mains d'œuvres comme celui du secteur industriel car il est restreint dans le réseaux familiaux et clientélisme. C'est l'une des raisons pour lesquelles quelques observateurs affirment que l'économie dans les Pays en voie de développement étant représentée par l'économie informelle.

SECTION III : FACTEUR DE DESARTICULATION ECONOMIQUE DANS LE PED

Dans cette section, on va énumérer un à un les facteurs qui font changer la structure de l'activité économiques pour chaque secteur d'activité.

I facteur de diminution du secteur primaire dans le tiers monde

D'après la description de la structure sectorielle du Tiers monde vue dans le paragraphe précédente, nous avons pu constater que la part en PIB apportée par le secteur primaire ne cesse de diminuer même si elle reste encore une des activités fondamentale dans l'économie de ces pays. Quelles sont donc les raisons pouvant expliquer cette diminution de productivité ?

1.1 Question démographique

La diminution du secteur primaire est du tout d'abord à la forte croissance de la population. Ainsi la productivité agricole ne satisfait plus les besoins de la population pour obtenir des revenus plus ou moins acceptables. C'est la raison pour laquelle les ouvriers se déplacent vers le milieu urbain. Ainsi le problème de développement apparaît à la forte croissance de la population. Comme Robert Malthus a affirmé, il y a un large écart de taux de croissance entre les ressources disponibles et celui de la population. Selon lui, la croissance de la population suit une suite géométrique alors que celle des ressources suit une suite arithmétique.

La population des PED, dont 60 % est aujourd'hui âgée de moins de 25 ans, étant censée doubler pour atteindre 1,7 milliard d'habitants d'ici à 2050, ces pays sont face à un immense défi démographique. Le nombre de jeunes (15-24 ans) devrait passer de 168 millions en 2010 à près de 300 millions en 2050 (+131,7 millions). D'ici à 2050, 1 jeune sur 4 vivra dans un PMA. En ce qui concerne la population en âge de travailler, elle augmentera en moyenne de 15,7 millions de personnes par an entre 2010 et 2050 et, dans 11 PMA, d'au moins un demi-million par an. Selon les projections, c'est dans les PMA africains – Éthiopie, Ouganda, République démocratique du Congo et République-Unie de Tanzanie –, où la population progressera de plus d'un million d'habitants par an, que l'accroissement sera le plus fort. Si, comme cela est prévu, 630 millions de personnes supplémentaires (équivalent à 37 % de la population des PMA en 2050) arrivent sur le marché du travail d'ici à 2050, le défi lancé aux PMA en matière d'emploi et de développement sera immense. Le taux de croissance démographique des PMA dépasse aussi largement celui de tous les autres groupes

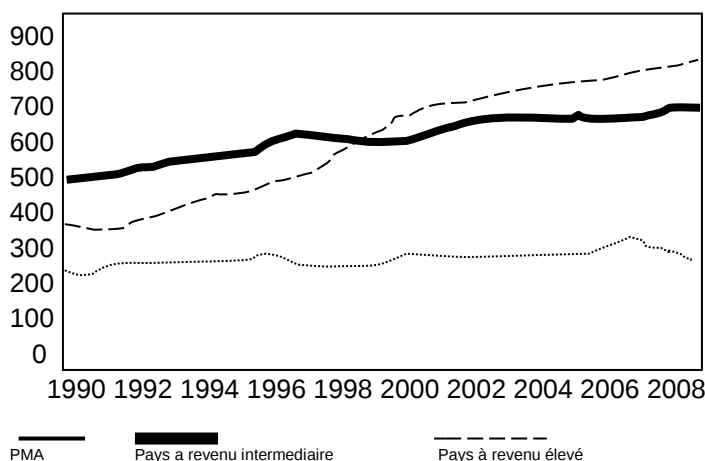
de pays. Avec une hausse annuelle de 2,2 % en 2011, il représentait près du double de celui des autres pays en développement (1,2 %), et plus de cinq fois celui des pays développés (0,4 %). De surcroît, les PMA affichent les taux de fécondité les plus élevés au monde, avec 4,4 enfants en moyenne par femme dans la période 2005-2010, contre 2,4 dans les autres pays en développement et 1,7 dans les pays développés¹⁴.

Le défi de l'emploi, qui constitue la clef d'une réelle réduction de la pauvreté, est étroitement lié à l'évolution structurelle. Comme les PMA ont en général des taux très élevés de croissance démographique, le nombre des jeunes qui entrent sur le marché du travail augmente chaque année. L'agriculture emploie généralement dans ces pays une importante proportion de la population active, mais la productivité agricole reste très faible et la majorité des exploitations sont de petite taille, ce qui signifie que le niveau de vie de la plupart des agriculteurs ne dépasse guère le seuil de subsistance. Le secteur est aussi moins capable aujourd'hui d'absorber la main-d'œuvre compte tenu de la diminution de la superficie des exploitations, de l'insuffisance des investissements, et d'une gestion des sols inappropriée. Et les agriculteurs sont souvent contraints de cultiver des terres écologiquement plus fragiles.

Voici deux graphiques qui comparent la productivité agricole dans différents niveaux de développement des pays

Graphique 1 : Productivité agricole dans les PMA, 1990-2008

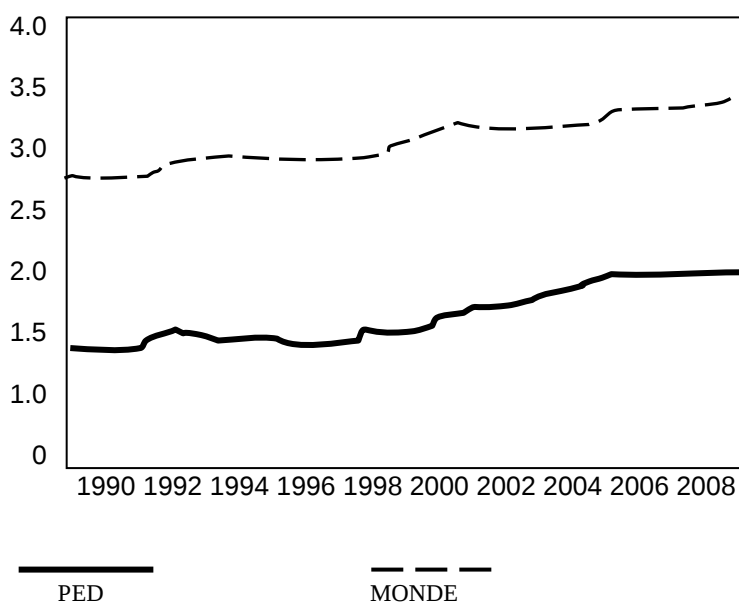
*Valeur ajoutée agricole par travailleur
(en dollars constants de 2000)*



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données FAOSTAT de la FAO et les données en ligne de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde.

¹⁴CNUCED, *Rapport 2013 sur les Pays moins avancés*, 2013

Graphique 2 : Rendement des cultures céréalières
(en tonnes par hectare)



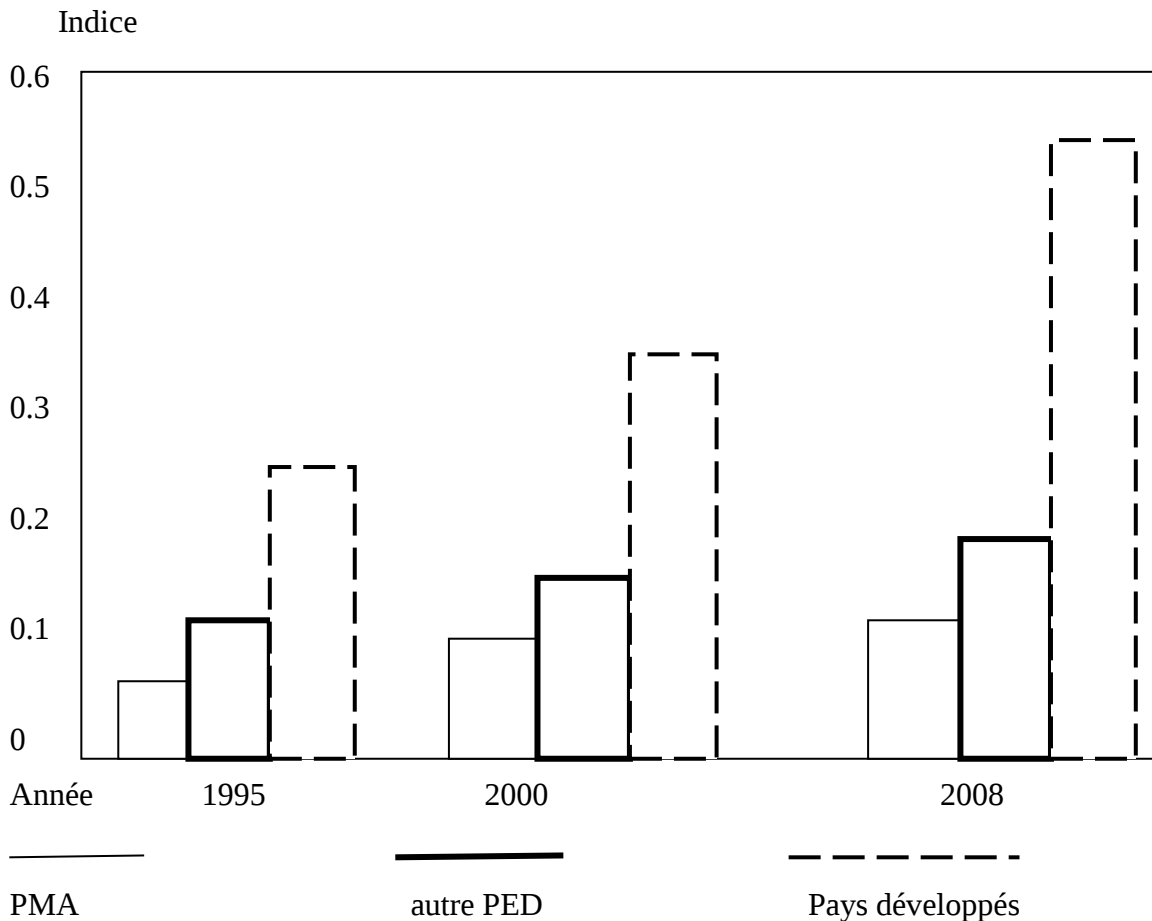
Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données FAOSTAT de la FAO et les données en ligne de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde.

1.2 L'échange inégal

La plupart des pays du tiers monde fait de l'exportation leur source de revenu national obtenu par la plantation et l'exploitation de matières premières destinées à la fabrication des produits finis à l'étranger. Ce dernier signifie la dépendance commerciale du Tiers monde vis-à-vis des pays développés qui conduit à l'inégalité des échanges. Cette conséquence est souvent rencontrée au niveau des pactes coloniaux. En effet, les colonisateurs importaient à bas prix les matières premières agricoles et minérales et vendaient à leurs dépendances les produits de consommations nécessaires. C'est une raison pour laquelle explique la diminution de la part du PIB dans le secteur primaire.

Le graphique ci-dessous obtenu par le CNUCED montre la part du Tiers Monde dans le commerce mondial.

Graphique 3 : Part du Tiers Monde dans le commerce mondial



Source: Chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données *GlobStat* de la CNUCED.

La part du tiers monde sur le commerce international n'a pas généralement augmenté durant l'année 1995 jusqu'à 2008. Les pays du tiers monde rencontrent toujours des difficultés au niveau de l'échange mondial jusqu'à aujourd'hui.

D'après R Prébish¹⁵, les arguments pour montrer la baisse du prix des pays du tiers Monde sont

- Les produits exportés par le Tiers Monde sont peu qualifiés, mais connaissent également une forte hausse de productivité. En raison de la forte concurrence sur le marché de ces matières premières et sa basse qualité, le prix des produits diminue.
- La demande de ses produits dans les pays développés stagne du fait de l'amélioration des progrès technologiques permettant d'améliorer

¹⁵ ZANTMAN . A ; *le Tier Monde* ; HATIER ; 1990 ; p 96

l'approvisionnement interne des matières premières ainsi que la substitution des produits.

Exemple : les viandes aux hormones, les tomates à serre chauffées

- Les marchés mondiaux de matières premières sont contrôlés par un nombre restreint d'opérateurs « cartel » originaires pour la quasi-totalité des grands pays industrialisés, et s'arrangent pour imposer les prix et les quantités aux exportateurs du Tiers monde.

II Facteur de rareté du secteur secondaire

2.1 La dépendance technologique

Les pays en développement détiennent suffisamment de ressources en matière première pour la production des biens et services dans une industrie. Or l'écart trop grand entre les techniques utilisées et le niveau de qualification à atteindre pour se différencier du produit artisanal nécessite l'acquisition des biens d'équipement et des machines ainsi que les compétences mais qui n'existent pas localement. La dépendance technologique explique la rareté de l'industrie dans les Pays en voie de développement. Elle se manifeste par le coût en investissement réalisés pour l'acquisition des machines nécessaires à la production. Elle se manifeste également par la dépendance induite de biens intermédiaires lors de la fabrication des marchandises. Et enfin l'achat des brevets, licences, de techniques d'utilisation, l'utilisation des marques déposées, ou le recours à des équipes d'ingénieries étrangères.

Or, les transferts de technologies tant souhaités par les tiers mondes peuvent entraîner les problèmes suivants:

- L'aggravation des difficultés financières des pays du Tiers monde en raison du paiement des redevances
- La multiplication des dépenses complémentaires : biens d'équipements, ingénieries et assistance technique, brevet licence, marque ect...
- L'accroissement de la désarticulation du tissu productif du fait de l'accroissement de l'hétérogénéité technique.

Ces effets de supériorités des technologies étrangères est l'une des raisons qui explique la rareté de l'industrie dans les pays en développement.¹⁶

Le débat porte aussi sur les conditions de fonctionnements et de légitimité imposées par l'Etat comme le droit d'enregistrement des entreprises, le recours à la fiscalité, la

¹⁶ RUTHERFORD M.POATS ; *la technologie au service du développement ; nouveaux horizons* ;1974, p 154

condition de travail, l'assurance de l'entreprise et les employer qui provoquent beaucoup d'engagement et de dépense par rapport à l'insuffisance de financement dans ces entreprises. L'obligation pour les entreprises de suivre ces conditionnements freine la motivation des entrepreneurs à la création d'entreprise dans les Pays en voie de développement sans compter l'insuffisance de capitaux et de financement dans ces pays qui sont des réalités déjà classique.

Comme l'annonçait l'école légaliste sur la multiplication des secteurs informelles dans les PED. L'école légaliste ou orthodoxe, prônée par Hernando de Soto dans les années 1980 et 1990, considère le secteur informel comme étant « un fait de micro-entrepreneurs qui préfèrent fonctionner de manière informelle afin d'éviter les coûts associés à l'immatriculation. Tant que les coûts d'immatriculation et d'autres procédures officielles seront supérieurs aux avantages à se trouver dans le secteur formel, les micro-entrepreneurs continueront à choisir l'informalité. Ils constituent ainsi un vaste réservoir d'augmentations futures de la croissance et des niveaux de vie, si des réformes de réglementations et des réductions des impôts pouvaient être introduites. A contrario des écoles dualiste et structuraliste, cette école souligne la nature potentiellement volontaire de l'informalité lorsque les travailleurs et entreprises décident de quitter l'économie formelle suite à une analyse coûts-bénéfices »¹⁷

2.2 Firme multinationale

Par définition, une firme multinationale est une entreprise qui agit à l'échelle mondiale. Elle réalise des IDE et peut posséder des implantations dans différents pays. L'existence des multinationalisations n'est pas un phénomène récent, il s'est considérablement approfondi depuis le XIX E siècle et diverses formes d'organisation des firmes multinationales se sont créées au fur et à mesure que la structure de ces dernières devient complexe.

22.1 Le libre échange

La firme multinationale peut s'effectuée en tant que produits d'exportation c'est-à-dire qu'elle a une unité de masse de production et servir le marché étranger par le biais d'exportation. Ces échanges se développent depuis l'année 70 et a été favorisé par la mondialisation des échanges qui est un élargissement des échanges à l'échelle mondiale lié à l'évolution de la technologie et à la politique d'ouverture inscrite dans des institutions internationales. L'ouverture à l'échange mondiaux touche aussi le Tiers monde. Les pays du Tiers monde effectuent la plus grande partie de leurs échanges avec les pays développés : les

¹⁷ HERNANDO ,De Soto , *Le mystère du capital*, Paris, 2000, 204P, p 157

exportations à destination des pays industrialisés représente environ $\frac{3}{4}$ des importations totales du tiers monde au cours des années 70. La dépendance commerciale du tiers monde a une dimension à la fois quantitative et qualitative. Le degré qualitatif repose sur la diversification des produits importés. Il importe des produits alimentaires, combustibles, des produits de premières nécessités, des produits manufacturiers, des machines et matériel de transport, ect. Ainsi le tiers monde dépend presque totalement des pays riches pour ses approvisionnements. La dimension quantitative recouvre quant à lui sur la grandeur d'ouverture de l'échange. En effet, il s'agit du rapport entre le poids de l'exportation et celui de l'importation. La structure des exportations et des importations des pays du tiers monde semblent être en déséquilibre en faveur de l'importation. La vulnérabilité du tiers monde résulte du fait que des exportations conditionnent l'acquisition d'importations indispensables à son développement et parfois à sa simple survie. Il faut aussi ajouté au degré d'ouverture la stratégie d'industrialisation adopté par les pouvoirs public, il s'agit des implantations des firmes multinationales dans les tiers mondes à l'intermédiaires de l'IDE

La politique de libre échange empêche donc aux nouvelles entreprises locales de faire développé leurs entreprises dans la mesure ou les consommateurs locales dépendent des produits importés pour satisfaire leurs besoins alimentaires, vestimentaires et tant d'autres produits utiles.

22.2 Internalisation des Firme multinationale

L'internalisation des FMN dans les pays du tiers mondes est du principalement par la recherche des ressources naturelles qui existent dans ce pays ou la recherche de minimalisation de cout de production en fonction des main d'œuvre bon marché.

Au XIII^{eme} siècle, les grandes compagnies coloniales avec leurs comptoir et leurs réseaux de commercialisation couvrent le monde en implantant leurs filiales dans les pays colonisés avantageux en ressources naturelles et préfigure les multinationaux d'aujourd'hui.

A la fin du 18^e siècle, l'atlantique est le centre du monde ou on applique le principe de la division international du travail. En effet, l'implantation des filiales des firmes mères dépend de la spécialisation des pays en fonction de la main d'œuvre, des terres, des ressources naturelles et des capitaux.

Il est vrais que l'implantation ses firmes multinationales dans le tiers mondes apporte plusieurs avantages sur ces pays. Pourtant elle apporte aussi des impacts négatifs la multinationalisation des firmes du sud suit une logique assez proche de celle des pays développé : technologie avancée, une bonne gestion, forte potentiel sur le marché au niveau

des concurrences,. Ces stratégies empêchent l'épanouissement des entreprises locales qui forment une barrière à l'entrée des nouveaux concurrents du à l'insuffisance de capital et d'investissement.

III facteur de l'accroissement du secteur tertiaire dans le PED

3.1 Limite du modèle de Lewis

Le modèle de Lewis rend compte de certains aspects fondamentaux de la dynamique sociale des pays en voie de développement. On parle ici de l'implication des migrations de main d'œuvre rurale vers l'agglomération urbaine.

Selon M Todaro, il y a des raisons selon lesquelles les populations rurales migrent vers le milieu rural. Selon lui, les travailleurs choisissent de rester en milieu rural ou d'émigrer en ville selon les couts et les avantages qu'ils tirent de chacune des situations observées. La médiocrité de la productivité obtenue dans le secteur traditionnel pousse les mains d'œuvre rurale à montée en ville car c'est une activité saisonnière. La différence entre la rémunération rurale et urbaine, entraine aussi la décision d'émigrer même si la probabilité d'obtenir un emploi est limitée. Cependant, du coté de l'offre de travail, les entreprises qu'elles soient nationales ou étrangères utilisent des techniques de production et des biens d'équipements qui permettent d'accroître la production sans embaucher de salariés supplémentaires. En effet il y a gonflements de chômages ou le sous emploi. Pour échapper à la pauvreté, ou la famine, les chômeurs effectue des activités marginales. Ce secteurs traditionnel urbain marginalisé est renforcé par la multiplication des activités de survie comme porteur, vendeur de rue, petits artisans...

Le dualisme n'est donc pas une situation transitoire comme le suggère A Lewis mais la conséquence a priori durable d'une industrialisation qui génère cette désarticulation. Il contribue à entretenir, sinon même à renforcer, les déséquilibres sociaux des sociétés du tiers monde.

3.2 L'économie informelle

Le secteur informel, plus largement l'emploi informel, est la forme la plus courante rencontré sur le marché du travail dans les PED¹⁸ alors que cette économie joue un rôle important sur l'effet de croissance et développement du pays. L'abondance de ce secteur caractérise l'économie d'un pays en le qualifiant d'informelle. L'OCDE en vient même à se demander si la participation à l'économie informelle n'est finalement pas le mode "normal" d'insertion professionnelle pour la grande majorité de la main-d'œuvre des PED¹⁹.

Le SCN (système de comptabilité nationale) définit l'économie informelle comme suit : « l'économie informelle peut-être décrit, d'une façon générale, comme un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue, principalement, de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées »²⁰

Selon l'école dualiste, qui dominait dans les années 1960 et 1970, tire ses racines intellectuelles dans le travail de Lewis (1954) et Harris et Todaro (1970)²¹, « l'économie informelle est comme un segment inférieur d'un marché du travail dual, n'ayant aucun lien direct avec l'économie formelle. Il s'agit d'un secteur résiduel qui naît d'un processus de transformation dans les économies en développement et qui existe parce que l'économie formelle n'est pas capable d'offrir des opportunités d'emploi à une partie de la main-d'œuvre. Avec la croissance et la transformation économiques, l'économie informelle sera au bout du compte absorbée par le secteur formel »

Ce modèle est fondé sur la distinction entre deux secteurs, le secteur moderne et le secteur traditionnel ; et l'existence d'une offre illimitée de main d'œuvre. En effet, le secteur traditionnel recouvre essentiellement l'agriculture de subsistance qui n'utilise pas de capital et

¹⁸BACCHETA, Marc, EKKEHARD, Ernst, BUSTAMANTE, Juana Paola, *L'économie informelle dans les pays en développement*, Décembre 2012, 78P, P37

¹⁹JÜTTING, LAIGLESIA, *Conférence sur le secteur informel et l'emploi informel*, Hanoï, 6-7 Mai 2010

²⁰OIT, Rapport IV : *travail décent et économie informelle*, OIT, 90^{ème} session 2002

²¹CLING, Jean-Pierre (dir), LAGRÉE, Stéphane(dir), RAZAFINDRAKOTO, Mireille(dir), ROUBAUD, François,(dir),*L'économie informelle dans les pays en développement*, Décembre 2012,366P,P08

la productivité obtenue est très faible alors que le secteur moderne exige des facteurs de productions très performantes pour atteindre une productivité élevée qui incite de la main d'œuvre rural. Alors que l'abondance de main d'œuvre rurale ne permet pas au secteur moderne de satisfaire l'offre d'emploi mais permet de maintenir un niveau de salaire bas proche du niveau de secteur de subsistance. De ce fait, il y a la création d'un secteur résiduel.

CHAPITRE II : STRATEGIE POUR LA CORRECTION DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES PED

D'après le chapitre précédent, les secteurs d'activité dans les pays pauvres ne sont pas en équilibre. On constate que le poids du secteur secondaire est très faible pour y contribuer au développement du pays. Ainsi, il faut chercher des stratégies pour développer ce secteur en difficulté. Certains auteurs proposent des solutions classiques pour y remédier à ce problème, c'est le but de ce chapitre.

SECTION I : LES PRINCIPALES CAUSES D'INARTICULATION ECONOMIQUE DES PAYS SOUS DEVELOPPES

Plusieurs auteurs essaient de donner une explication sur les difficultés que rencontrent les pays en développement sur l'application des stratégies de développement que ces derniers doivent utilisées pour équilibrer leurs économies. En effet, cette section à pour but de synthétiser les principales causes de la difficulté du sous développement

I Conséquences historiques

Le sous développement du tiers monde est du par l'effet du colonialisme passé et de l'impérialisme présent.

Le résultat obtenu par le régime colonial est médiocre pour tout les pays colonisés. La colonisation a provoqué le retard de développement par rapport au autres pays car les colonies sont pour les pays industrialisés comme un pays puis pour exploiter le surplus de capitaux selon les Marxistes. A ce moment là, la pression était très dure. Presque toute la production est destinée pour approvisionner les besoins en matières premières des pays colonisateurs. Ainsi, les colonies sont des pays essentiellement agricoles. A partir de ce moment là qu'on observe déjà le retard de développement car les colonisateurs interdisent formellement la création d'une entreprise de transformation. La politique industrielle est entre les mains des colonisateurs. Après l'indépendance, chaque pays essaie de trouver une nouvelle voie pour faire développer son économie en créant des nouvelles entreprises. Cependant l'exigence d'appliquer par le régime capitalisme et le libéralisme à provoquer de nouveau à la déstabilisation économique de ces pays. L'aggravation extrême des contradictions du capitalisme trouve son expression dans les guerres impérialistes dévastatrices²², qui emportent des multitudes de vie humaines et détruisent d'immenses

²² Suivant la définition classique de Lénine, les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme sont :

richesses matérielles. Suivie par le programme d'ajustement structurel préconisé par le Fonds Monétaire International, la pauvreté s'intensifie de plus en plus due à la libéralisation du commerce et l'augmentation de la dette publique. Ainsi, la structure des activités économiques dans les pays sous développés se trouve en déséquilibre total en faveur du secteur tertiaire plus précisément le commerce des produits importés.

Les Américains Baran et Sweezy sont parmi les premiers auteurs à affirmer que l'expansion capitaliste nuit à la croissance du Tiers monde dans les années cinquante et soixante. La thèse sera reprise par A Gunder Frank dans un article au titre particulièrement suggestif « le développement du sous développement » 1966. Cet article montre les modalités du drainage des ressources du tiers monde par « les métropoles impérialistes ». Le mécanisme actuel d'exploitation des richesses des pays pauvres est en réalité une autre forme des pactes coloniaux du passé d'après l'argumentation marxiste. Il se présente par : la manipulation des prix à l'intérieur des entreprises multinationales, la détérioration en terme de l'échange, fuite de capitaux, spécialisation sur les matières premières, la mondialisation de l'échange et la dépendance extérieur vis-à-vis des biens de consommation et des biens d'équipement ainsi que la dépendance technologique.

II Opposition « Centre / périphérique »

Cette conception est prônée par les partisans des « structuralistes »²³. Elles observent une disparité croissante entre le développement économique des métropoles industrielles et celui des pays en voie de développement. En effet, cette divergence résulte selon eux de la division internationale du travail qui permet au « centre » de s'approprier des surplus de bénéfices en exploitant la « périphérie » dans des activités essentiellement primaires.

Par conséquent, dans les pays périphériques, le seul secteur privilégié reste le secteur primaire et en plus les produits agricoles ne sont pas destinés à la transformation agro

-
- Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique
 - Fusion du capital bancaire et du capital industriel et création sur la base du « capital financier » d'une oligarchie financière
 - L'exportation des capitaux, devenue particulièrement importante, prend l'avantage sur l'exportation des marchandises
 - Formation d'unions internationales capitalistes monopoleuses se partageant le monde
 - Achèvement du partage territorial du globe par les plus grandes puissances capitalistes.

²³ Le terme « structuraliste » désigne l'originalité d'une représentation qui fonde la hiérarchisation des rapports entre « centre » et « périphérie » sur leurs caractéristiques structurelle internes (distributions en ressources, dynamique sectorielle, profil de la répartition des revenus et de la demande finale..) et externe (spécialisation internationale) sans faire appel à une quelconque théorie de l'exploitation ou de l'impérialisme.

alimentaire mais se sont exportés vers les pays des centres. Ainsi les pays en développement ont une difficulté pour la création d'une industrie de transformation et des entreprises dans le secteur secondaire. C'est l'une des raisons du déséquilibre des activités économique dans les pays pauvres.

SECTION II : LES STRATEGIES D'AJUSTEMENT DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LES PED

Pour équilibrer les activités économiques dans les pays en développement, quelques auteurs apportent des théories pour ajuster ce problème. Ces résolutions se concentrent tous sur la stratégie pour privilégier le secteur secondaire et d'essayer d'affaiblir la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

I choix du secteur moteur

D'après le courant structuraliste, les blocages qui caractérisent le Tiers Monde sont justifiées sur le problème de choix stratégique concernant l'industrialisation c'est à dire le choix des secteurs à privilégier à chaque étape du développement. Les pays pauvres ne savent pas relier le secteur agricole avec le secteur industriel il y a inarticulation intersectorielle. . Ces pays ne découvrent pas les firmes et les secteurs dites « unité motrices », « pôles de croissance », ou les « industries industrialisantes » qui peuvent exercer sur l'ensemble du système productif et des structures sociales et spatiales.

Pour démarrer le développement d'un pays, il est nécessaire de déterminer les activités motrices qui pourraient donner de la croissance sur l'économie du pays et qui peuvent évidemment faire fonctionner tous le reste du système productif de la nation. C'est-à-dire qu'il faut adopter des stratégies qui font relier les trois secteurs d'activités économiques pour que ces derniers soient en équilibres. C'est les travaux effectués par H.Chenery et A.O Hirschmann en étudiant les problèmes d'investissement et d'équilibres intersectoriels.

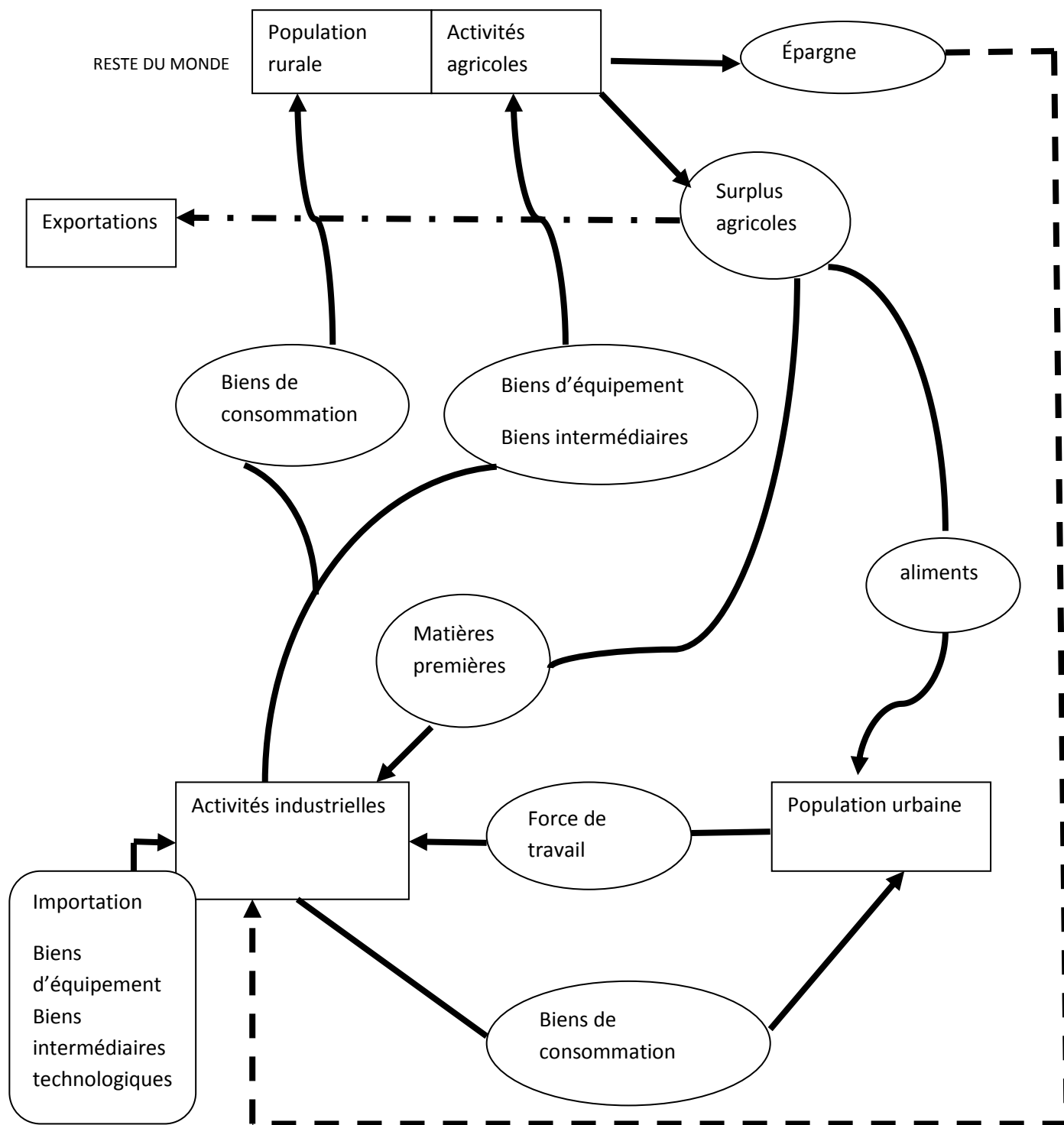
Ce démarrage des activités économique doivent bien évidemment suivre la loi des trois secteurs qui affirme que le secteur primaire qui débute le premier ensuite l'épanouissement de ce secteur favorise la création d'industrie dans le secteur secondaire et enfin le secteur tertiaire suit en dernier lieu. Pour arriver au bon fonctionnement de ces mécanismes, un pays doit choisir une activité motrice dans le secteur primaire afin de les transformer dans le secteur secondaire. Il faut exploiter les ressources qui existent localement.

Selon Nicolas Boukharine « la croissance ne pouvait naître que du développement de la prospérité chez les paysans : il fallait attendre qu'ils développent leur production,

poussés par l'intérêt personnel. Alors il sera possible de trouver des ressources pour l'industrialisation »

Voici un schéma qui illustre le mécanisme de la relation entre agriculture et industrie

Graphique 4: Dynamique des relations agriculture / industrie



Source : thèse des partisans de « l'agro-centrisme »
ZANTMAN . A ; *le Tier Monde* ; HATIER ;1990 ,P 315

Ce schéma s'attache aux conditions économiques et sociales de l'accumulation du capital. Les pays en développement disposent des ressources locales pour faire développés son pays. La solution est donc d'exploiter ces ressources pour pouvoir accumuler le capital. Plus de 70% de la population dans les pays en voie de développement se situe dans la zone rurale. En effet, ces pays devraient privilégier les activités agricoles en utilisant les maximums de mains d'œuvres ruraux. Les produits obtenus sont destinés pour l'autoconsommation mais le surplus agricoles sera utilisé comme matières premières affectés dans les activités industrielles et ces industries mobilisent la population urbaine. Après transformation, les produits obtenus seront des biens de consommation pour la population locale sans en dépendre des produits importés.

Or selon Eugène Péobrajenski qui soutenait la stratégie d'accumulation socialiste « la production constituant l'unique source d'épargne, il faut prélever les ressources sur les paysans ; une part de la production agricole prélevée doit permettre d'obtenir des devises à l'étranger pour acheter des biens d'équipement et des matières premières nécessaires à l'industrie... tout particulièrement de l'industrie lourde.

Donc le débat suivant peut être mené au problème de l'industrie à privilégier

II choix de la branche d'activité

Après avoir choisis le meilleur secteur d'activité qui peut démarrer et lier les trois secteurs (agriculture, industrie, et services), il est aussi nécessaire de bien sélectionner l'industrie meilleure pour faire fonctionner tout l'ensemble du système productif. C'est-à-dire qu'il faut faire un choix entre industrie de biens de consommation, industrie de bien intermédiaire, industrie de biens d'équipement, bâtiment et travaux public, service. L'entreprise choisie doit attribuer un effet d'entraînement pour d'autres entreprises. En effet, l'existence d'une branche d'activité A doit influencer la création d'une autre branche d'activité B qui dépendra de matière premières produite par A. le développement de l'industrie dans ce pays sera obtenu seulement sur l'effet mécanique des relations d'achat et de ventes entre elles. A ce moment là, le problème de dépendance vis-à-vis de l'extérieur sera plus ou moins affaibli.

Francois Perroux prône l'adoption d'une stratégie endogène qui recommande de mettre en valeur les ressources locales mise à la disposition de chaque écosystème en faveur d'une couverture des besoins essentiels de l'ensemble de la population et d'une élimination de la misère. La stratégie endogène ne signifie ni autarchie, ni refus de la technologie. Si les pays pauvres ont des difficultés pour s'intégrer dans le marché mondial, les échanges de marchandises et l'échange de savoir faire entre pays en développement devront être privilégiées. Quant au progrès technique, il doit être réorienté en faveur des technologies dites « alternative » c'est-à-dire des technologies convenable au savoir faire locaux, qui met en valeur les techniques déjà adopté par les ouvriers. Ainsi il est question de choisir le type d'entreprises à construire.

III Types d'entreprises

Pour le démarrage de l'industrialisation, le choix du types d'industrie à adapté est aussi essentiel. Il est question d'industrie légère ou d'industrie lourde.

Pour les pays en développement, le processus d'industrialisation doit commencer par le développement des industries légères. Telles sont les raisons :

- La première résulte de la théorie libérale de la spécialisation internationale. Les pays sous développés n'ont pas de marché intérieur car la plus part de la société est rurale donc ils doivent ciblés le marché extérieur en utilisant la spécialisation selon la loi des avantages comparatifs par l'intermédiaire du commerce international en vendant des produits artisanaux.
- Le tiers monde est doté d'une main d'œuvre abondante et peu qualifiée et ne dispose guère de capital, il doit se spécialiser dans les industries légères peu capitalistiques, suivant en cela l'exemple des premières révolutions industrielles.

Pourtant pour Francois Perroux, la maîtrise de l'industrie légère ne conduit pas à un processus d'industrialisation et n'aboutit pas au développement du pays, car la production est faible qui incite à l'importation des biens de consommation. La meilleure solution est donc l'adaptation d'une industrie lourde pour mieux satisfaire les besoins locaux.

En conclusion, on rencontre un déséquilibre total sur la structure des activités économiques des pays moins avancés. Ils ont une grande difficulté au niveau de la politique d'industrialisation des activités. la meilleure stratégie est de développer le secteur agricole pour démarrer l'industrie dans ces pays. Il est prudent aussi de bien choisir les branches d'activité efficace pour faire fonctionner l'ensemble du système productif du pays. Madagascar est aussi parmi ces pays qui trouvent des difficultés au niveau du développement de ses industries. Il est nécessaire donc de savoir la situation de la structure sectorielle de ce pays en étudiant le niveau d'industrialisation et la part du PIB apporté par le secteur industriel de Madagascar. C'est le but de la prochaine partie.

PARTIE II : ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE MADAGASCAR

Comme dans tout les pays moins avancés, la structure d'activité économique de Madagascar est très déséquilibrée,. En effet, la part du secteur industriel à Madagascar s'avère très faible pour contribuer à la croissance économique du pays. Il en résulte sur les problèmes parvenus sur l'amélioration du secteur industriel à Madagascar qui pourra attribuer à la croissance économique du Pays. En général, Madagascar est un pays majoritairement agricole. Selon les estimations de l'INSTAT (2003), la population rurale représente 77% de la population totale de Madagascar et environ 85% des pauvres à Madagascar vivaient dans le milieu rurale en 2001(annexe 1) .De plus, la plupart des pauvres dans les zones rurales travaillent dans le secteur agricole, ce qui signifie que le développement agricole devrait particulièrement bénéficier aux pauvres. Cependant, Madagascar rencontre une grande difficulté au niveau de la productivité dans le développement de ce secteur, on peut la rencontrer au niveau de la plantation des produits agricole jusqu'à sa commercialisation. Ces problèmes conduit à la diminution du revenu apporté par ce secteur et aussi une des raisons pour les quelles les mains d'œuvres ruraux se déplacent vers le milieu urbain. Malgré cette motivation des paysans, l'entreprise malagasy ne peut pas absorbés ces potentialités ruraux parce que Madagascar est un pays sous industrialisé pour mettre l'accent sur le caractère industriel du développement et parvenir à absorber les chômeurs locales.

Cette partie a donc pour but de présenter le secteur industriel de Madagascar et de dégager les problématiques de ce secteur pour apporter quelques recommandations pour sa promotion en vue de lui attribuer au développement et croissance du pays.

CHAPITRE 1 : LA FORMATION DU SECTEUR D'ACTIVITE MALAGASY

Pour mieux comprendre le secteur industriel de Madagascar, on doit analyser les étapes d'industrialisation de Madagascar depuis la période coloniale jusqu' à sa situation actuelle.

SECTION 1 PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DE MADAGASCAR

L'histoire du secteur industriel de Madagascar nous fait comprendre en mieux l'originalité et l'évolution structurelle des activités économique malagasy

I Histoire du processus d'industrialisation malgache

La décision et la stratégie de politique industrielle à Madagascar s'est diversifié suivant le régime politique et les périodes .auxquelles Madagascar à traversée.²⁴

1.1 Période coloniale

Durant la période de colonisation, de 1896 à 1959, le secteur industriel était seulement crée au service des colonisateurs. Il se présente sous forme classique d'une exploitation des ressources locales agricoles ou minières en vue d'une commercialisation sur le marché mondial. De ce fait, Des infrastructures lourdes comme le chemin de fer et des routes, barrages, port, ont été construites par les esclaves malgaches dans le but de transporter et exploiter les richesses du pays. En même temps il y a l'implantation des filiales des firmes européennes qui s'installaient dans notre pays comme l'usine de cimenterie (1934), usine fabriquant des matérielle de transport (1951), et ou encore des usines fabricant des produits de première nécessité comme l' huilerie (production d'huile d'aleurite et d'arachide, en 1936) industrie alimentaire (société industrielle et commerciale de le viande, 1913 ; STAR, en 1956) textiles et cuirs (COTONA, en 1952 ; BATA, en 1958) .Les exploitations des ressources naturelles s'en suivent par l'implantation des industries extractives (or, mine, pierre

²⁴ D'après MCI, INSTAT et RAKOTOMANANA Hanta L. & RAZAFIMPAHANA Bertin, *Politique, planification industrielle et développement des PME/PMI*, 1989

précieuse), des entreprises encadreurs de cultures d'exportation et de culture vivrière (riz), des industries énergétiques (électricité).

Depuis 1929, l'essor du secteur artisanal a aussi mis son poids sur le développement par la création des collèges professionnels et des ateliers d'art appliqués (1929) ensuite la création de l'union nationale des artisans malgache (1948) et des diverses initiatives en faveur de l'artisanat dans le cadre d'association d'intérêt rural (1950). On rencontre depuis ce temps-là, à la domination du secteur artisanal par des petites usines, filiales des industries étrangères, et dont la production était destinée à la métropole. Ces différentes structures avaient permis aux malgaches l'acquisition d'un certain savoir-faire axé uniquement sur les activités artisanales.

1.2 Après l'indépendance de 1960

Lorsque Madagascar a eu son indépendance, la première intention dans tout le domaine est de sortir sous la pression de la France. En effet, après l'indépendance, le but de la politique industrielle était en général le démarrage économique de Madagascar en tant que pays indépendant. Madagascar a adopté une politique industrielle qui était axée sur la promotion au développement des industries légères, promotions des investissements privés, et en particulier le développement de l'industrie, dans les domaines de l'énergie et de la transformation des produits du sol.

La création de CETA (Centre Economique Industriel et Technique à l'Artisanat) fut la première œuvre de l'indépendance qui fournit des assistances commerciales, financières et en formations. Puis l'un des départements issus de ce centre a instauré deux petites industries telles que le TAMALU et le SIDEMA, qui fabriquaient des marmites et des petits outillages agricoles dans le but d'approvisionner le marché local et mettre en valeur les produits d'œuvres malagasy.

Vers la fin de 1960, des habitants de la grande ville d'Antananarivo commençaient à s'investir dans l'industrie chimique, notamment dans la savonnerie. En 1960, la production industrielle représente environ 10% du PIB.

En 1962, le gouvernement Tsiranana vise à augmenter la part des investissements dans le PIB ainsi il a établi le premier plan couvrant 5 ans (1964-1968). Dans ce plan, il est conçu un petit trait de stratégie de substitution d'importation sous forme de concessions fiscales, et le code fiscal garantissant certaine protection contre les importations.

. En 1966, il y a la création d'un Bureau pour le Développement et la promotion des Investissements des Industries (BDPI) qui donne la priorité aux investissements à rentabilité économique et fiscale. par conséquent, des industries commencèrent de se créer, elles se limitaient encore à la transformation des produits agricoles en denrées alimentaires et à la transformation des minerais dont les produits étaient destinés en majorité à l'exportation.

Mais à partir de 1969 lors de la création du premier Code Des Investissements qui laissait une large ouverture aux investisseurs étrangers donne la montée des entreprises financières comme la Banque National Malgache (BNM) et la Société Nationale d'investissement (SNI). A cette époque, les principales entreprises appartenaient aux étrangers. Grace à l'amélioration progressive de secteur industriel depuis l'indépendance de Madagascar jusqu'en 1970, la part du secteur secondaire dans le PIB passe de 10% à 18%.

1.3 Période de transition du 1972 à 1975

Durant la période de transition gouverné par général RAMANATSOA, la nouvelle stratégie est fondée sur « la maîtrise nationale du développement ». il était persuadé que le développement du pays en général et du secteur industriel en particulier repose sur la nationalisation. Le successeur de Tsiranana, donc se lance sur la voie du socialisme. L'Etat prend en charge les secteurs stratégiques comme l'assurance, le commerce extérieur, les transports, l'énergie et mines. En 1973, le Code Des Investissements a été élaboré. Or la sortie de la Zone Franche en cette année a mis en doute aux investisseurs, et a fait baisser considérablement les investissements étrangers.

1.4 Période 1975-1993 : la deuxième république et la transition

Durant cette période, l'Etat continue de suivre la régime socialiste avec la volonté de trouver l'indépendance et l'autosuffisance économique. Les politiques industrielles a pour but de développer rapidement l'industrie afin de nourrir et vêtir la population.. Pour la réaliser, le Président de la République Dédier Ratsiraka a élaboré un plan de développement industriel qui sont décrits par la charte de la révolution socialiste Malgache.

En 1977, le Gouvernement Ratsiraka appliquait une politique d'investissement à exagération durant trois années qui n'était pas réussie et transformé par l'adaptation d'un d'ajustement structurel. En premier lieu, l'Etat suit la devise « l'agriculture est la base du

développement économique, et l'industrie est son moteur ». Le taux d'investissement de l'économie passait de 8.3% en 1977 à 9.22% en 1978 et atteint le 15.3% en 1979. Une grande part importante de crédit a été utilisée dont 57% du total des crédits, crédits à taux d'intérêts réels négatifs encourageant la surconsommation du capital pour financer ces investissements.

Mais les industries élaborées dans ce temps là rencontraient des difficultés dues à l'insuffisance de compétence et d'expérience des entrepreneurs locaux. On rencontre alors la mauvaise gestion des biens, le mauvais entretien des matériels, et approvisionnement difficile, l'étroitesse du marché intérieur et le système de prix administrés aux fortes rigidités face à l'existence des entreprises étrangères déjà performante. Ces multiplient raisons limitaient l'effet économique de ces grands projets industriels. Ces investissements n'ont que très peu d'effet sur la croissance du PIB. En 1980, plusieurs usines fermaient leurs portes, vienne après le début de la désarticulation de l'économie qui conduit le gouvernement à recourir à la politique d'ajustement structurel.

Sous l'appui de FMI et avec la pression des bailleurs de fonds, le pays est obligé de pratiquer une politique de libération et de déflation. En effet le FMI suggère la privatisation des sociétés d'Etat, l'allègement des charges fiscales des entreprises; et l'arrêt des nouveaux investissements; ainsi qu'à la libéralisation progressive des prix industriels.

Dans le cadre de l'ajustement structurel, le gouvernement annonce l'exportation à exagération valoriser les matières premières locales et relancer les exportations pour l'accumulation des devises. Alors que les produits d'exportations sont subits par un échange inégal sur le marché international. Les stratégies du Gouvernement visent alors à s'adapter à l'environnement international en optant sur la promotion de la qualité et la normalisation au niveau régional ainsi que le renforcement de l'assistance aux opérateurs et aux investisseurs potentiels dans la mise en œuvre de leurs projets. Par conséquent, l'Etat développe les infrastructures liées à l'industrie par l'élaboration de la politique et stratégies relatives aux transports, télécommunication, zone et bâtiment industriels. On encadre les Petites et Moyennes Industries œuvrant dans la fabrication des matériaux de constructions. Des centres de formations en confection et l'office Malgache de la Propriété Industrielle (OMAPI) ont été créés.

1.5 Période de 1993-2006 : troisième république

L'Etat continue à adopter la politique de la libéralisation de l'économie en privatisant les entreprises publiques. Puis l'Etat a mis en place l'Office du Guichet Unique (OGU) qui a pour but de chercher un environnement économique favorable dans le domaine de l'industrie malagasy. Trois branches prédominent : l'alimentation, le textile et le bois. Cet effort aboutit à des résultats satisfaisants dans la mesure où la branche alimentaire a bénéficié de la politique d'import-substitution et la branche textile a profité de la promotion des Zones Franches. En 1994, la branche alimentaire représente 24 240 emplois soit 17.2% de l'ensemble du secteur industriel, et le textile apporte 14.2% de la valeur ajoutée du secteur secondaire. A partir de 1996, le Document Cadre de la Politique Economique (DCPE) a été créé.

L'état a élaboré un programme d'appui au secteur privé en élaborant le PNASP programme National d'Appui au Secteur privé dans le but d'établir des cadres stables et un climat d'investissement favorable au développement du secteur privé. La création de zones industrielles répond aux objectifs d'amélioration des infrastructures d'accueil des investissements : ONIVE AVAL à Ambohimandrasoa, TAFEVERINA II à Mahajanga, les HARAS, EX FERME D'ETAT BARIKADIMY, PARC BOTANIQUE III toutes localisées à Toamasina.

Dans la période 2003 à 2006, la préoccupation de l'Etat a été centrée sur la réduction des Pauvres. Ainsi, l'Etat adopte le plan du Document de Stratégie pour la réduction de la Pauvreté (DSRP). Les grandes orientations axent sur la promotion d'un développement rapide et durable à travers la vision « Madagascar Naturellement » et le programme de « Partenariat Public-Privé ». À la recherche d'une croissance économique à base sociale élargie, l'objectif de l'Etat est de faire des secteurs porteurs un levier de développement durable.

La croissance du secteur industriel a été impulsée par les branches concourantes de la JIRAMA, ensuite, par les branches travaillant dans le domaine de la construction en générale. C'est ainsi que les industries du corps gras qui a fait des bonds de 12.5% au lieu de 1.9% seulement en 2004 par une forte demande. Les actions de l'Etat visent aussi à rendre le secteur privé plus dynamique que jamais, d'où la mise en place du Guichet Unique des Investissements et de Développement des Entreprises (GUIDE), mise en place de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et de la plate forme de concertation avec le secteur privé comme le Comité d'Appui au Pilotage des Entreprises (CAPE), et promouvoir et protéger les investissements à travers les Accords sur la Promotion et la Protection des

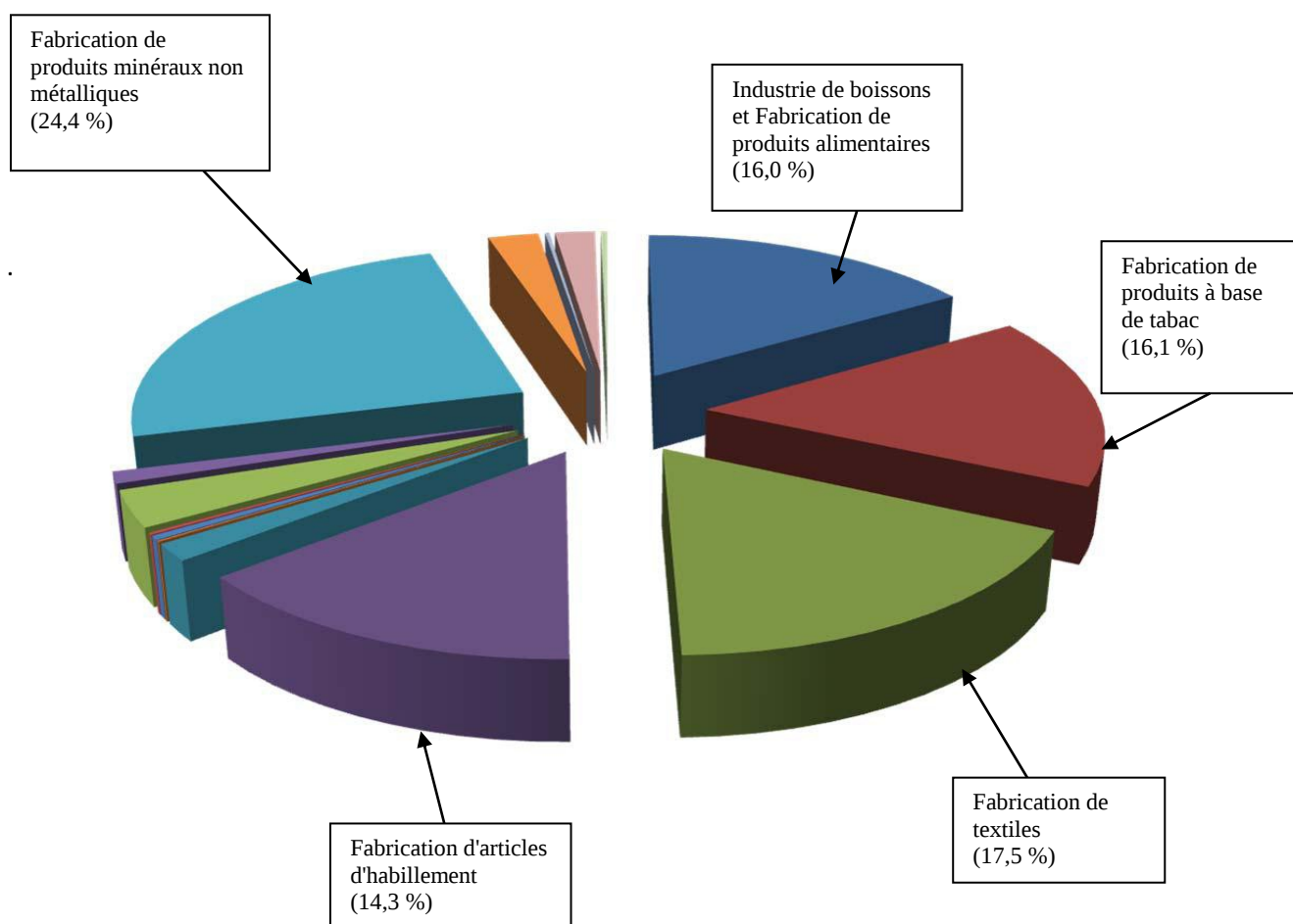
Investissements (APPI).

II Tendance actuelle du secteur d'activité malgache

Le tissu industriel malgache est caractérisé par une faible performance et une faible diversification d'activité. Il s'agit principalement de l'industrie alimentaire, l'industrie des boissons, l'énergie et les zones et entreprises franches et presque ces entreprises concerne les entreprises à investissement direct étrangère.

Voici le graphique qui illustre cette confirmation :

Graphique 5 : Structure du tissu industriel en 2012 (en %)



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM

Le Rapport de développement économique en Afrique, publié en 2011 par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel classe Madagascar parmi les pays en retard avec un niveau d'industrialisation relativement faible par rapport à la moyenne africaine. La contribution de l'industrie dans le PIB vaut environ 15% et le taux de

croissance moyen de la valeur ajoutée industrielle reste faible et avoisine les 2,6% durant les trente dernières années.

Selon les données de la Banque mondiale, le PIB de Madagascar a été de 9,9 milliards de dollars en 2012. La part du secteur secondaire a été estimée à 15% contre 28% pour l'agriculture et 57% pour les services. « En 2012, le montant de la valeur ajoutée créée par les membres du Syndicat des Industries de Madagascar a été de 812 Milliards d'Ariary, ce qui représente 4% du PIB et 25% de la valeur ajoutée créée par l'ensemble du secteur secondaire ».

Dans une première vue la grande proportion d'entreprise malagasy se concentre à Antananarivo dans l'Agglomération d'Analamanga. Elles sont constituées sous forme d'entreprise individuelle, micro-entreprise et la majorité effectue ses activités dans le domaine du commerce. Le niveau d'industrialisation de l'économie malgache est encore faible. Pendant plus de 40 ans, le poids du secteur secondaire dans le PIB n'a pas pratiquement évolué. D'après le rapport de l'INSTAT en 2005 ²⁵, en 2004, en gros, les sociétés formelles du secteur II et III ont eu un CA total de 7 380 milliards d'Ariary et ont créé une valeur ajoutée de 4 336 milliards d'Ariary. Dans ce même ordre d'idée, le montant du capital est estimé à 7 173 milliards d'Ariary. La somme des investissements est évaluée à 1 708 milliards d'Ariary.

D'après ces données, la part que contribue le secteur industriel dans le PIB est très faible, cela signifie que le secteur industriel à Madagascar est en difficulté et que Madagascar rencontre aussi un déséquilibre sur la structure des activités économiques due évidemment à la faiblesse du secteur industriel. Face à cette situation, le secteur en difficulté mérite d'être analysé en vue d'en offrir des recommandations possibles pour son appui.

²⁵ *Rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar*, Institut national de la statistique, direction des statistiques économiques, 2005

SECTION II ANALYSE DE LA STRUCTURE DES ENTREPRISES MALAGASY

Après avoir développé l'histoire de l'industrialisation de Madagascar depuis l'indépendance de Madagascar jusqu'à l'heure actuelle, il est nécessaire maintenant de décrire la forme de l'industrie de Madagascar c'est-à-dire les nombres, la répartition géographique, la situation juridique, la taille ainsi que sa place au niveau de développement du pays.

I Notions sur le terme « entreprise et industrie »

1.1 Industrie

Est industrie, d'après le dictionnaire Larousse, l'ensemble des activités, des métiers qui produisent des richesses par la mise en œuvre des matières premières. Elle transforme des produits bruts en produits consommables directement ou en produit servant à fabriquer des produits consommables, ou outils (équipement, produits intermédiaires).

D'après P. Robert, l'industrie est l'ensemble des activités économiques ayant pour objet l'exploitation des richesses minérales et des diverses sources d'énergie ainsi que la transformation des matières premières (animales, végétales ou minérales) en produits fabriqués

Les activités industrielles rassemblent donc les activités dont la finalité est, à partir d'une ou de plusieurs matières premières ou produits semi-finis, de fabriquer des produits de nature différente, en grand nombre ou en quantité importante, à l'aide de moyens techniques, dans une structure particulière : l'usine.

Du point de vue sectoriel, ces activités sont regroupées dans le très vaste secteur secondaire. Les activités figurant dans le secteur secondaire sont les industries extractives, le bâtiment et les travaux publics, la production d'eau et d'électricité ainsi que les industries manufacturières. Ce sont toutes des activités à forte valeur ajoutée et d'intensité capitalistique importante.

1.2 Entreprise

Il est difficile d'enfermer dans une définition unique le sens d'un mot comme entreprise qui s'applique aussi bien à un complexe industriel, qu'à un cabinet de conseil ou bien encore à un petit commerçant.

Elle est définie traditionnellement comme étant « une organisation économique, de forme juridique déterminée, réunissant des moyens humain matériels, immatériels et financiers, pour produire des biens ou des services à être vendus sur un marché pour réaliser un profit »²⁶

Des confusions existent souvent entre ces deux termes par le fait que l'une ou l'autre suppose une forme d'organisation et de regroupement humaine. Mais elles diffèrent de peu.

La notion d'entreprise est plutôt large que l'industrie. Les entreprises peuvent inclure les services mais l'industrie se restreint à la forme productive qui nécessite principalement des outils de production, pour atteindre son but de chercher du profit.

L'entreprise peut être définie à un niveau macro-économique comme un système/agent économique de production avec pour finalité la création de richesse. Elle doit ainsi produire des biens et des services destinés à être vendus sur un marché. La richesse créée n'est pas le produit vendu mais la transformation qui aboutit au produit vendu. Elle se mesure par la valeur ajoutée. C'est cette valeur ajoutée qui rémunère l'ensemble des ressources mises en œuvre pour la générer (capital, travail, savoir-faire...)

La plus grande majorité de l'entreprise à Madagascar s'agit de petite et moyenne entreprise qui a une grande nuance avec le terme « petites et moyennes industries »

1.3 Petites et moyennes entreprises/industries

Lorsqu'on parle de « petites » ou « moyennes », « grandes » on fait tout de suite allusion à des tailles, des catégories. En fait, la catégorie des petites et moyennes industries constitue un mélange hétérogène des petites industries cernées de tous les côtés par d'autres industries puissantes gérées par des intérêts « capitalistes » qui, s'épaulant les un les autres, édifient un système de monopole. Cette catégorie n'est pas touchée par les progrès de rationalisation et l'organisation qui a permis l'exploitation massive des moyens de production. L'expression « petites et moyennes entreprises » est la seule qui soit appropriée à Madagascar. Ces industries diffèrent énormément des « petites » et des « moyennes » industries dans le sens où on utilise ces termes aux grands pays comme les États-Unis ou en Allemagne. À Madagascar, il est difficile de distinguer entre établissements « petits » et « moyens » de sorte que ces deux types d'entreprise constituent, sans exception, un groupe unique, à savoir, les « petites et moyennes » industries. D'une manière générale, les grandes

²⁶ TOBDICO, Hachette éducation

industries fonctionnent sans subir la moindre influence extérieure et peuvent ne tenir compte que de leurs intérêts économiques propres.

A Madagascar, il existe des multitudes de définition des Petites et moyennes entreprises mais retenons seulement les définitions suivantes¹⁷ :

- Effectif permanent compris entre 5 et 100 employés,
- Total du bilan compris entre 60 et 600 millions Ariary (Total du bilan représentant 100 à 1000 fois le PIB).

Dans les suites, on retiendra alors ces définitions pour les PME/PMI. Notons qu'il n'y a pas de statistiques propres pour les petites et moyennes industries à Madagascar. Du moins, pas encore. Donc considérons comme étant les petites et moyennes industries les PME qui sont dans les branches d'activités productrices.

II Répartition des entreprises

Pour mieux comprendre la situation du secteur industriel a Madagascar, on va analyser les entreprises selon la forme juridique, la taille et la branche d'activité

2.1 Répartition selon la forme des entreprises

Voici la répartition des entreprises par province et par statut juridiques :

Tableau 2 : la répartition des entreprises par province et par statut juridiques

Province	SA et SAU	SARL et EURL	EI	Ensemble	Structure (en %)
Antananarivo	520	2 307	129 941	132 768	62,8
Antsiranana	15	276	19 544	19 835	9,4
Fianarantsoa	18	96	14 743	14 857	7,0
Mahajanga	35	126	10 890	11 051	5,2
Toamasina	60	232	23 152	23 444	11,1
Toliary	28	153	9 179	9 360	4,4
Madagascar	676	3 190	207 449	211 315	100
Structure (%)	0,3	1,5	98,2	100	

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Ce tableau est une répartition des entreprises à Madagascar selon la forme juridique²⁷ pour l'ensemble de l'entreprise issue du secteur secondaire et tertiaire.

²⁷ La forme juridique définit les droits et obligations de l'entreprise du point de vue juridique relatifs aux droits des affaires. Les entreprises sont ici départagées en trois classes de forme juridique :

- les SA ou Société Anonyme et les SAU ou Société Anonyme Unipersonnelle ;
- les SARL ou Société Anonyme à Responsabilité Limitée et les EURL ou

D'après ce tableau, on constate que plus de la moitié des entreprises se concentrent dans la province d'Antananarivo avec un nombre de 132 768 qui représente 62.8% de la totalité des entreprises à Madagascar. Suivie par la province de Toamasina (11,1%) et celle d'Antsiranana (9,4%). Toliary et Mahajanga constitue finement à l'implantation des entreprises. Concernant la forme juridique, 98.2% des entreprises sont des entreprises individuelles. Seul 1.5% représenté en Société à Responsabilité Limitée et 0.3% en Société Anonyme.

La plus part des entrepreneurs n'ont pas les moyens suffisants pour permettre à l'élaboration d'une entreprise qui est classifiée dans l' SARL ou SA qui contribue plus sur la fiscalité de la nation. Par ailleurs, une industrie souhaitant démarrer une nouvelle activité préfère souvent les entreprises de petite taille parce qu'elles sont moins visibles. Cela permet à l'entreprise de ne pas à payer les différentes cotisations sociales et de ne pas être trop prélevée d'impôts par l'État. Or, si l'industrie est petite, elle ne sera pas un moteur de croissance puisque l'emploi et la valeur ajoutée créés seront faibles. Cela explique l'augmentation des entreprises individuelles qui étant plus facile à l'accès. Il n'est pas étonnant que l'Etat ait fait beaucoup d'effort dans la mise en place d'un environnement des affaires incitatif pour attirer les investissements étrangers. Comme par exemple, au niveau juridique : loi sur les Investissements, loi sur les sociétés commercial ; et au niveau fiscal

2.2 Répartition selon le type d'entreprise

On peut aussi représenter cette répartition en fonction des types d'entreprises existant à Madagascar

Tableau 3 : Répartition des entreprises par province et par type d'entreprises

Province	Micro-entreprises	Petites et moyennes entreprises	Grandes entreprises	Ensemble
Antananarivo	127 730	4 698	340	132 768
Antsiranana	19 327	491	17	19 835
Fianarantsoa	14 431	422	4	14 857
Mahajanga	10 466	574	10	11 051
Toamasina	22 726	700	18	23 444
Toliary	8 901	451	8	9 360
Madagascar	203 581	7 337	397	211 315
Structure (%)	96,3	3,5	0,2	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Ce tableau nous présente la répartition des entreprises Malagasy selon le type d'entreprise pour l'ensemble des entreprises issues du secteur secondaire et tertiaire.

Il y a 3 différentes types d'Entreprises selon la taille tel que les micro-entreprises qui ont la taille la plus petite représentent 96.3 % de l'entreprises réparties dans chaque province de Madagascar. Les petites et moyennes entreprises constituent 3.5 % alors que les grandes entreprises ne constituent que 0.2 de la totalité des entreprises.

La majorité des entreprises malagasy n'utilise pas beaucoup de capital lors de son démarrage parce que pour la création d'une entreprise, Madagascar a besoin d'investissement pour l'acquisition des biens d'équipements, des machines, ainsi que des matières premières destinés à la production. Alors que presque la plupart de ces biens sont à importés dans les pays étrangères et sont avec un cout très élevés. De plus l'adoption de ces nouvelles technologies oblige les entrepreneurs à embaucher des techniciens étrangers pour faire transmettre la technologie dans l'entreprise en vue de permettre l'accroissement de la production. Alors que le capital des entreprises à Madagascar est insuffisant pour contribuer à un énorme investissement. Cela explique la faiblesse de nombres des grandes entreprises situées à Madagascar. Les infimes part des grandes entreprises constituent les entreprises qui à survécus depuis la période coloniale et des firmes multinationales étrangères. Le stock

d'investissements étrangers a été concentré, principalement, dans cinq branches d'activités, à savoir : l'activité extractive, l'activité financière, de la fabrication, l'activité de construction, et de communication. Ainsi, les investissements dans le secteur industriel restent à un niveau encore faibles pour le pays. Les niveaux d'épargne intérieure ne suffisent pas à investir dans les outils de production ou d'acquisition de nouvelle technologie car l'épargne intérieure représente 10% du PIB tandis que les investissements bruts atteignent plus que 27% en 2005.

2.3 Répartition selon la branche d'activité

Ces deux différents tableaux permettent de décrire les types d'entreprises existantes à Madagascar et ses tendances en forme juridique. On peut maintenant en dégager la raison de ces tendances en répartition.

Le secteur industriel malgache actuel n'est pas encore important sur le plan économique, sa production ne représente que 14.3% du PIB en 2009 (annexe 3). Le secteur présente de nombreuses faiblesses tant d'ordre technique que d'ordres contextuels. Les industries sont handicapées par des nombreux obstacles tels que la carence en matière de technologie, l'insuffisance énergétique, le non renouvellement des outils de production, la difficulté d'accès au financement, problème de normalisation des produits, étroitesse de marché, la prépondérance du secteur informel, l'environnement des affaires instables.

En 2005, on compte 211315 entreprises à Madagascar, et la grande partie de ces entreprises se situe à Antananarivo. Il est vrai qu'Antananarivo est la capitale de Madagascar mais cela s'explique en profondeur sur la présence d'une tolérable infrastructure à Antananarivo. Ces infrastructures sont nécessaires pour le fonctionnement des entreprises locales comme les routes, les hôpitaux, les sources d'eau et d'électricité, des réseaux de communication, des établissements scolaires ect ...

Ces atouts ont aussi attirés la population marginalisée à se déplacer vers la capitale qui fait monter le nombre de la population vivant à Antananarivo. Par conséquent, cet effet montre la tendance de la branche d'activité la plus exploitée à Madagascar car les micro-entreprises en profitent pour satisfaire les besoins de la population locale.

Tableau 4 : Répartition selon la branche d'activité et par types d'entreprise

Branche d'activité	Micro entreprises	Petites et moyennes entreprises	Grandes entreprises	Ensemble
Activités extractives	130	30	20	180
Activités de fabrication	18 030	1 114	190	19 334
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1	2	3	7
Construction	1 626	1 887	43	3 555
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles	157 080	2 425	89	159 594
Hôtels, restaurants, bars	8 474	649	7	9 130
Transports, auxiliaires de transport et communication	14 882	679	24	15 584
Activités financières	12	25	10	47
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	1 321	483	8	1 812
Autres	2 026	43	4	2 073
Ensemble	203 581	7 337	397	211 315

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Ce tableau nous montre la répartition des entreprises par branche d'activité et par type d'entreprise pour les entreprises issues du secteur secondaire et tertiaire.

D'après ce tableau, la grande majorité d'activité effectuée par les entreprises malagasy concerne principalement le commerce et la réparation de véhicule automobiles et d'article. Ce phénomène peut être expliqué par la considération énorme de la population à Madagascar. De plus, la première préoccupation des individus se concentre sur la consommation pour satisfaire leurs besoins en alimentations, vestimentaires et en articles à utiliser quotidiennement.

Du fait de l'ouverture du commerce et l'adaptation de la libéralisation du commerce issus du programme d'ajustement structurel du FMI, les produits importés comme les produits électroniques, les véhicules, les produits alimentaires, vestimentaires et beaucoup tant d'autre se répandent dans toutes les provinces de Madagascar dont nous sommes devenue dépendants.

De plus, le commerce transfrontalier occupe également une place importante. La Thaïlande et la Chine, par exemple, attirent un grand nombre d'immigrants temporaires qui achètent des produits – souvent textiles – qu'ils ramènent dans le pays en vue de les revendre. Le commerce des produits alimentaires (beurre, fromage, biscuits, *etc.*), les ustensiles de cuisine, les matériels en plastiques abondent toutes les rues de la capitale. Face à cette situation, les entreprises commerciales se multiplient rapidement surtout dans les micro_entreprises qui a une valeur très élevé de 157 080 sans tenir compte des commerçants informels tels que les commerçants de détail et les marchands de rue. Dans les années 1993, les activités commerciales – y compris les travaux de réparation – ont crée 289 000 emplois aux Malgaches et 90 % d'entre eux se sont exercé dans le commerce de détail. Cette branche des commerces de détail représente à elle seule 43 % des unités de production informelle la même année.

En deuxième lieu, on enregistre les activités de fabrication qui occupent 19 334 des entreprises à Madagascar. Parmi ces entreprises, 18 030 sont situées dans les micros entreprises. Elles fabriquent principalement des produits artisanaux obtenus par les matières premières locaux, ensuite des entreprises de transformation à cout faible comme les fabricants de pain, de gâteaux, des vêtements ou des chaussures, meubles. Ainsi que des petites entreprises de services comme les coiffures ect... Dans les petites et moyens entreprises dont on considère 1114 entreprises se focalisant sur la fabrication, les produits fabriqués s'agissent de la transformation des produits alimentaires comme les yaourts, beurres, les boissons, de confiserie ainsi que quelques biens en produits chimique comme les savons, sucres, ect

On constate en troisième lieu, l'activité concernant le transport, auxiliaire du transport et communication. Ce phénomène peut être expliqué par la présence de flux de déplacement de la population et des marchandises. La multiplication des personnes qui rejoint la capitale pour chercher des travaux sécurisants, les transportations des matières premières et produits agricoles des campagnes vers la ville, la transportation des produits finis et des biens d'équipements étrangers vers les milieux rural et d'autres régions périphériques en d'autre terme, les échanges intérieurs dépendent essentiellement sur les moyens de transports. Ces différentes raisons expliquent l'abondance des activités liées au transport. Ce sont aussi les

micros entreprises qui dominent cette branche dans la raison d'un travail individuel effectué par ce genre de métier.

III Caractéristique d'emploi

Les employés dans les entreprises de Madagascar ne sont pas du tous qualifiés fautes de manque d'enseignements et de compétences. La plupart d'entre eux effectuent des activités qui ne correspondent pas au mieux a sa compétence mais tous simplement à caractère obligatoires. Cela explique la mauvaise gestion et la rencontre des difficultés sur l'extension des entreprises malagasy. La plupart des micros entrepreneurs n'ont pas terminé leurs études primaires et beaucoup d'entre eux sont analphabètes. Néanmoins, la majorité avait en plus de dix années d'expérience pratique par exemple dans le domaine artisanal.

Pour mieux comprendre cette situation, on va observer les employés selon les types d'entreprises.

Tableau 5 : Répartition de l'emploi selon le type des entreprises

Type d'entreprises	Emploi total	Personnel Permanent			Personnel Temporaire		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Micro-entreprises	413 446	231 648	139 750	371 398	35 264	6784	42 048
PME/PMI	165 417	84 089	30 685	114 774	41 539	9 104	50 643
Grandes entreprises	174 490	89 895	53 443	143 338	19 544	11 608	31 152
Ensemble	753 353	405 633	223 877	629 510	96 347	27 496	123 843

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

D'après ce tableau, c'est encore les hommes qui effectuent la majorité des emplois dans les entreprises malagasy.

Même en général les employés engagés dans une entreprise ne doit dépassé de 5 personnes, ce tableau nous montre que 54.88% des employés travaillent dans les micro entreprises qui a une valeur de 413446, dont 371398 sont des personnel permanent et 42 048 des personnel temporaires. On peut en déduire que les travailleurs cherchent des emplois faciles qu'en d'autre terme n'exigent pas énormément des compétences et des spécialisations, qui n'exigent pas aussi des diplômes et des niveaux d'enseignements très élevé. C'est pour cela que l'emploi dans les micros entreprises est très élevés. Or on observe aussi que les employés dans les grandes entreprises sont considérables. cela est due par la nécessité d'une

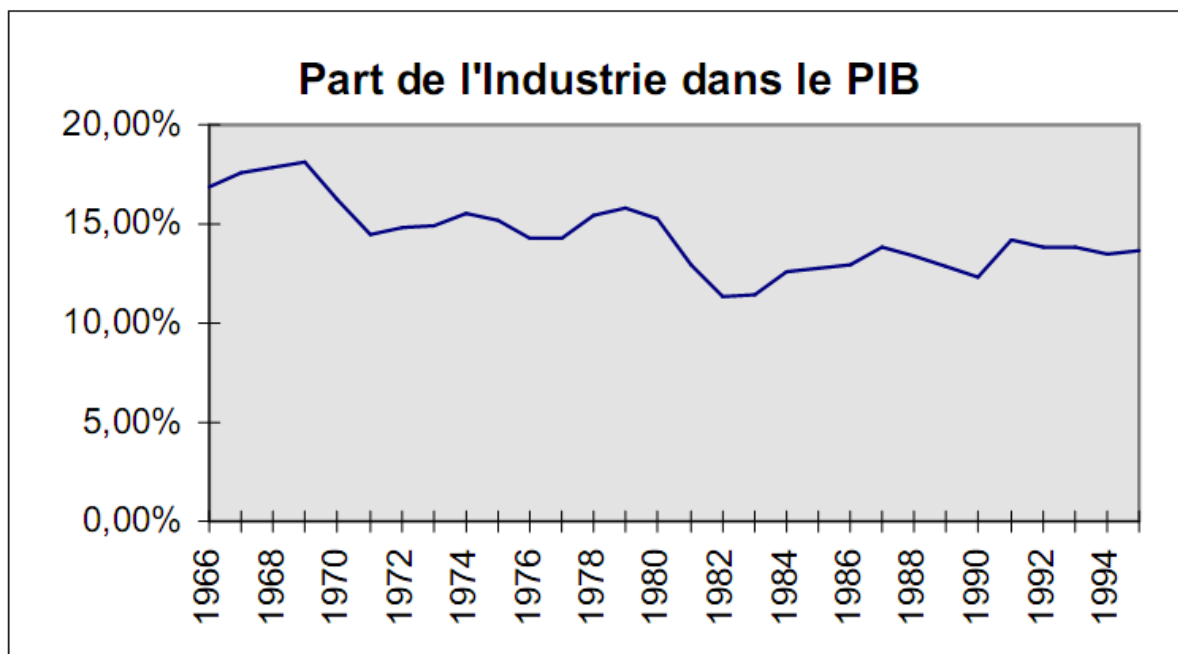
main d'œuvre abondante dans ces entreprises pour pouvoir produire une grande masse de production. On les trouve en majorité dans les zones franches.

Tandis que dans les PME les employés sont en moyenne de 165417, dans ces types d'entreprises, les niveaux d'enseignements des employés sont diversifiés. Il y a ceux qui ont des diplômes qualifiés comme les ingénieurs en BTP, agroalimentaire, génie chimique, mécanique et d'autre qui n'ont pas mais effectue leurs travail seulement par expérience.

IV Part du secteur industriel dans le PIB

Si on revient a la période successives que le secteur industriel de Madagascar à vécu le PIB dans ce secteur évolue comme suit : En 1960, la production industrielle représente 10% du PIB. En 1968, elle atteignait plus 16%. en 1991, le secteur secondaire représentait 14% du PIB, soit une part beaucoup plus faible que dans nombreux pays des références. C'est seulement pendant le période de l'investissement à outrance (1979) que la Part de l'industrie dans le PIB a retrouvé à peu près son niveau d'après l'indépendance. Il régresse pendant les trois années suivantes marquant la déstabilisation de l'économie malgache et le début de l'ajustement structurel.

Graphique 6 : Part de l'industrie dans le PIB de 1966-1994



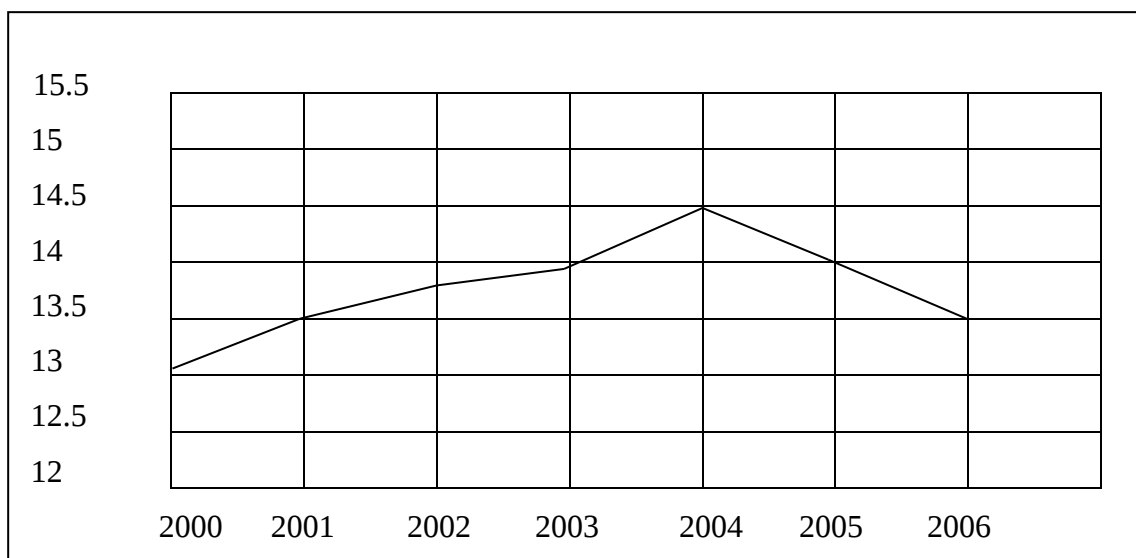
Source:FMI. Calcul MADIO

D'après ce tableau, l'industrie de Madagascar rencontre encore des problèmes, ainsi on constate des fluctuations de taux de production de 1966 jusqu'à 1994 (annexe 2).Ainsi la part

du PIB dans le développement de Madagascar est encore très faible durant ces années successives.

Durant les années 2000 jusqu'à 2006 on peut constater comme suit l'évolution du PIB apporté par le secteur industriel malagasy

Graphique 7 : Part de l'industrie dans le PIB de 2000-2006



Source : ministère de l'économie du commerce et de l'industrie

En regardant l'évolution de la croissance du secteur industriel, à chaque fois qu'il y a des crises qui surviennent, la part du secteur diminue, sauf pour 2002. Comme le montre le graphique. Cependant, un taux de croissance négative de -2.7% a pu être enregistré. Le secteur secondaire n'a pas pu dépasser 15% depuis et reste peu dynamique.

On peut dire aussi que l'industrialisation dans les années 1960 est encore plus performante que celle d'aujourd'hui. Car en 1966 la croissance du PIB était de 15 % alors qu'en 2006, elle se dégrade et est tombée jusqu'à 13.5%. En général, le secteur industriel à Madagascar ne contribue pas encore au développement alors Madagascar reste toujours un pays moins avancé.

Ainsi selon le rapport 2010 de la Banque mondiale : « *La prise en compte insuffisante du développement dans les régimes économiques mondiaux et l'adoption d'une approche unique et universelle ont eu des conséquences particulièrement préjudiciables pour les PMA étant donné les très faibles niveaux de développement et les faiblesses structurelles de ces pays* »

Si on le compare parmi quelques pays moins avancés en Afrique, le PIB apporté par le secteur industriel à Madagascar reste encore le plus faible.

Tableau 6 : Part de l'industrie et du secteur manufacturier dans le PIB de certains pays

	Part de l'industrie	Part du secteur manufacturier
Côte D'Ivoire	20,1	18,7
Zimbabwe	36,6	25,5
Kenya	22,4	11,9
Ghana	17,5	9,5
Madagascar	14,1	n/a
Sénégal	18,9	13,3

Source : Banque Mondiale, 1991

D'après ce tableau la part du secteur manufacturière à Madagascar n'existe pas en 1991, donc Madagascar n'a pas pu créer des entreprises manufacturières pendant cette période. De plus Madagascar occupe la dernière place sur la part du secteur industriel dans le PIB.

D'après ces résultats, on peut en déduire qu'il y a une grande handicap sur la structure du secteur industriel à Madagascar et cette handicap donne un impact profonde sur la contribution en PIB de ce pays et surtout sur la croissance et développement du pays. De ce fait Madagascar restent toujours dans les 10 premiers pays les plus pauvres dans le classement mondial.

La cause de ces handicaps est due à l'insuffisance d'industrie à Madagascar alors qu'elle pourra apporter d'énorme valeur ajoutée sur le Pays. Il faut donc essayer d'améliorer la situation des entreprises malagasy. Pourtant il est difficile de faire un grand pas en créant brutalement des grandes industries pour améliorer l'économie de Madagascar, la meilleure solution possible est d'aider les Petite et Moyennes industries à élargir et à améliorer ses activités pour en faire contribuer au développement du pays.

CHAPITRE II : LES PROBLEMES ET DES RECOMMANDATIONS POUR LES ENTREPRISES MALAGASY

Le secteur industriel de Madagascar rencontre plusieurs problèmes au niveaux économique et au niveau politique,. L'existence de ces problèmes empêche l'industrie malagasy de se développés. Il faut ainsi savoir la source de ces problèmes pour après en donner des recommandations possibles. C'est le but de ce dernier chapitre.

SECTION I PROBLEMES RENCONTRES PAR LES ENTREPRISES MALAGASY

L'économie malgache est toujours caractérisée par une économie de subsistance. La majeure partie de la population vive en dessous du seuil de pauvreté, de sorte que l'épargne interne ne suit pas les besoins d'investissement. En effet, la demande qui domine le marché intérieur est la demande alimentaire, vestimentaire, de logements, etc. Pas étonnant que les industries locales se tournent plutôt vers les biens de consommations. Les gens raisonnent souvent à court terme, la corruption devienne une institution, les banques rationnent leur crédit, et tant d'autre, qui place l'économie malgache dans un cercle vicieux de pauvreté. Cela handicape vraiment les milieux des affaires, par conséquent l'industrie à Madagascar. Les lourdeurs des démarches administratives suscitent beaucoup de critiques, surtout celle de l'accès foncier. Certains pensent que l'administration malgache est défaillante, ses disfonctionnements entraînent la désorganisation de l'administration : l'absence de motivation des fonctionnaires, l'insuffisance de moyens matériels, mauvaise organisation.

D'après l'analyse précédente, la promotion des petites et moyennes industries sera un atout avantageux pour le développement de Madagascar. Alors que les petites et moyennes industries ne tiennent pas une place importante dans l'économie du pays car elles rencontrent plusieurs difficultés : peu nombreux, faible nombre d'employés, mais génèrent plutôt une part importante de valeur ajoutée pour un petit établissement. L'économie malgache est tributaire des dynamismes du secteur tertiaire. Ce dernier occupe toujours plus que la moitié du PIB de Madagascar. Or ces petites et moyennes industries tiennent un rôle important si on veut industrialiser le pays. Quels sont alors ses obstacles principaux qui empêchent les PMI à s'élargir ?

I Rôle entretenue par les Petites et moyennes industries

L'existence et la puissance du secteur industriel dans un pays en résulte beaucoup d'avantage sur la croissance économique du pays. Il peut apporter plusieurs effets sur le plan économique et social du pays : l'industrie peut :

- Augmenter la valeur ajoutée locale : l'activité effectuée par les PMI permet de favoriser un circuit monétaire à l'entour du siège de l'entreprise.
- créer des emplois : les industries nécessitent beaucoup de mains d'œuvre surtout dans un pays qui n'a pas suffisamment l'occasion d'importer des machines industrielles comme le cas de Madagascar.
- initier l'esprit d'entreprise : elles permettent de faire évoluer le domaine dans la gestion, l'organisation des actions productrices et facilitent la diffusion des savoir faire pour les autres entreprises peu performantes.
- diminuer l'indépendance extérieure : l'existence de plusieurs industries locales pourra faire diminuer le taux d'importation des produits indispensables et aides aussi aux autres petites entreprises sur les besoins en matières premières ou équipements.;

II Les principaux obstacles rencontrés par les industries malagasy

2.1 Source de financement

Le principal obstacle lié au PMI est le manque de capital, Les entreprises utilisent donc des outils manuels et des matériels dépassés ce qui empêche leur productivité de progresser. Elles ont un problème au niveau des investissements de ce fait elles ne peuvent pas acheter des machines plus performantes pour obtenir plus de productivité. Faute de sa faible productivité, elles obtiennent un faible revenu, elles ne sont pas donc en mesure de réinvestir pour améliorer sa capacité de production.

Pour leurs besoins de disponibilités ou pour démarrer leurs nouvelles activités, les petits entrepreneurs ont, dans la majorité des cas, recours à l'autofinancement. A Madagascar, l'épargne individuelle reste de loin la principale source de financement du capital représentant 47,6 % dans la branche industrielle. Souvent, les aides financières ne proviennent que des familles proches du dirigeant d'entreprise. Le recours aux autres modes de financement, microcrédits et crédits bancaires, demeure exceptionnel : seulement 0,2 % du capital des unités industrielles provient des prêts bancaires et 0,8 % d'autres agences de crédits.²⁸

²⁸ Source : EPM 1993, calculs MADIO

2.2 Politique macroéconomique de l'Etat

Du point de vue historique, l'industrie malagasy s'est construite sur l'option économique de l'import-substitution, cette orientation étant confortée par la nécessité d'économiser des devises et d'essayer d'atteindre l'autosuffisance, objectif découlant de l'idéologie défendue par l'Etat dans les années 80. Pendant cette période, l'Etat était le principal opérateur économique suite à la politique de nationalisation. Par la suite, les industriels ont pris l'habitude de raisonner uniquement par rapport au marché intérieur et sont isolés du reste du monde par les quotas d'importation. Au cours de cette période, les industriels se sont adaptés au contexte et n'ont pas pu, pour la plupart des cas, procéder à des investissements même au niveau du maintien du niveau de leur outil de production. Ainsi, au moment de la libéralisation, plusieurs industries se sont retrouvées avec des équipements vétustes. Ils n'arrivent pas à concurrencer, ni les produits venant de l'étranger, ni les nouveaux produits locaux. Ensuite, le mouvement de libéralisation économique se poursuit.

2.3 Présence de crise politique

En période de crises le prix des matières premières et des intrants nécessaires à la production augmente fortement de ce fait, les entrepreneurs vont s'approvisionner à un prix élevé pour tirer une marge. Comme le prix est élevé et que leur moyen financier est limité, ils sont obligés de diminuer la quantité de production en tirant une forte marge pour garder son bénéfice à assurer leur survie. Cette stratégie est possible seulement dans le cas où les entreprises arrivent à s'approvisionner, en périodes de crises. Les crises engendrent donc une difficulté pour faire développer les PMI à Madagascar.

2.4 Prédominance du secteur artisanal et informel

Des marchands de rues, des petits ateliers de confections, des domestiques ne bénéficiant pas d'une protection sociale, des ateliers de réparation, *etc.*, l'économie informelle existait déjà dans les pays en développement bien avant son apparition dans la littérature économique vers le début des années 80. Depuis, elle est devenue très courante lorsqu'il est question d'économie du développement : des monographies sur tel ou tel pays remplissent les rayons des bibliothèques, des experts se multiplient, des méthodes d'enquête et des statistiques qui lui sont consacrées sont nombreuses et varient selon le pays considéré. La multiplication du secteur informel est un obstacle pour le développement des entreprises formelles. Cette idée repose sur le fait qu'il existe un nombre important de micro entreprises industrielles qui ont vocation à grandir, à se moderniser, puis à entrer dans le cadre légal.

Certes, entrer dans le formel génère des coûts supplémentaires, paiement des cotisations de sécurité sociale, paiement des impôts, embauches de personnels pour la tenue de la comptabilité, ainsi le prix de leurs produits varient selon ces différents couts. Alors que pour les entreprises informelles les couts liés à la même production seront très faibles. Ces circonstances tuent parfois les petites et moyennes entreprises formelles.

La thèse de R Nurske confirme ce problème. Elle repose sur son analyse des « cercles vicieux » du sous développement : au dessous de certain niveau de revenu, il ne peut y avoir d'investissement faute d'une épargne et d'une demande insuffisante. L'economie reste donc à un niveau d'autosubsistance. Ainsi la population cherche des activités qui se transforment rapidement en revenu pour lutter contre le chômage et la pauvreté et c'est la naissance des emplois informels. L'inégalité des efforts engendre des tensions intersectoriel dans la mesure ou il y a des déséquilibres entre offres et demandes sur les différents marchés.

III Les difficultés rencontrées par industries malagasy

Appart les obstacles rencontrés par les PMI, elles aperçurent aussi plusieurs difficultés au niveau du développement de leurs entreprises.

Les contraintes majeures au développement des petites et moyennes industries résident généralement dans les points suivants:

3.1 Difficulté en culture d'entrepreneuriale

Beaucoup parmi les entrepreneurs malagasy n'ont pas pu obtenir de formation et d'enseignement sur le management d'une entreprise et par conséquent elles rencontrent une difficulté sur la gestion de leur entreprise. Souvent ces entreprises ne se développent pas.

3.2 Difficulté au niveau du pilotage de l'entreprise

Le pilotage de l'entreprise se repose sur le choix de l'environnement à pratiquer c'est-à-dire plan lors du démarrage du projet, description de la mission, la vision, les objectifs ainsi que la finalité de l'entreprise. Pour les entreprises malagasy, les objectifs se font à court terme c'est-à-dire une activité de survie. L'objectif principal 'est comment obtenir de l'argent.

3.3 Difficulté au niveau de la gestion des affaires

Le développement d'une entreprise se repose essentiellement sur une bonne gestion financière, gestion de ressource humaine, gestion de production et la gestion des matériel .plusieurs entreprises trouvent encore des difficultés au niveau de ces facteurs économique et financière pour la bonne gestion de l'entreprise.

3.4 Difficulté au niveau de la communication

Certains entreprises ressent des difficultés au niveau de la communication envers leurs fournisseurs, leurs clients, leurs partenaires, et mais aussi une difficulté au niveau du positionnement par rapport à ses concurrents.

3.5 Difficulté au niveau organisationnel

Elles rencontrent des problèmes sur la répartition des tâches, les méthodes de travail, sur la gestion du temps, et sur les information et communications interne.

SECTION II : RECOMMANDATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISE MALAGASY

Il est vrai que le développement du secteur industriel à Madagascar dépend énormément de l'initiative et de l'aide gouvernemental. Mais, pour les recommandations suivantes, cette section n'a pas pour but de préconiser les devoirs que doit effectuer le gouvernement ou l'Etat pour faire développer l'industrie Malagasy. Il s'agit ici d'apporter des conseils pour les entrepreneurs pour trouver des stratégies efficaces pour avoir une entreprise qui pourra contribuer au développement du pays et limiter la dépendance extérieure.

I Stratégie de développement de l'industrialisation

Les questions importantes pour élaborer une meilleure stratégie de développement sont : quel cheminement doit-on choisir pour accélérer la croissance et développement ? Sur quels secteurs et quelles couches sociales faire porter le poids de l'accumulation ? Quelles branches industrielles privilégier ? Doit-on jouer la carte de l'ouverture au commerce et aux mouvements de capitaux externes, ou au contraire protéger aussi longtemps que possible le marché intérieur ? La construction des grands équipements constitue-t-elle une part importante à l'industrialisation ?

Pour le développement de l'économie d'un pays donnée, réponses à ses questions serait une meilleure solution pour résoudre le problème.

Selon les partisans de « l'agro_centrisme », ils affirment que le développement de l'agriculture constitue une condition nécessaire et suffisante à l'essor industriel parce que :

- Les progrès dans l'agriculture sont nécessaires pour dégager un surplus alimentaire permettant d'entretenir la population industrielle urbaine ;
- Le développement agricole, en augmentant le revenu des paysans, permet de dégager une épargne qui contribue au financement des investissements industriels et d'autre part, entraîne une augmentation de la demande de produits industriels, atténuant l'obstacle de l'étroitesse du marché intérieur.
- Les exportations de produits agricoles permettent de financer l'importation de biens d'équipement et éventuellement de matières premières nécessaires à l'industrie.

Cette stratégie est efficace à Madagascar dans la mesure où 77 % de la population malgache sont des paysans²⁹. Premièrement, Madagascar possède encore plusieurs terre non cultivé c'est-à-dire des terres fertiles mais qui ne sont pas encore exploités (graphique 6 en annexe). Donc la stratégie étant de développer le secteur agricole pour le soutien du secteur industriel. Exemple : renforcer la culture de cotons pour faire développer l'industrie qui fabrique des cotons et l'industrie textile, ou encore améliorer la culture des cannes à sucre pour motiver à la création des industries sucrières.

Deuxièmement, l'accroissement de la productivité agricole nécessite la demande d'outils pour l'agriculture. Cela pousse les techniciens locaux de procédés à des recherches pour faire augmenter la production agricole. Pour un pays qui à soif de se développer ce recherche de progrès techniques est possible et il constitue un débouchés majeurs pour la naissance d'une industrie sidérurgique.

Par exemple l'entreprise FELAMBOLY qui fabrique des outils agricoles comme les sarcleuses, fourches, charrues qui sont utiles pour la riziculture afin d'obtenir des rendements plus efficaces.

Et dernièrement, l'accroissement de l'agriculture qui fait démarrer l'industrialisation crée autant des revenus dans les milieux ruraux que dans les milieux urbains grâce à la nécessité d'une main d'œuvres abondantes fraîchement urbanisée. Ces mutations agricoles privilégient l'amélioration des transports et l'accroissement du secteur tertiaire comme le commerce.

Mais le grand problème rencontré par les pays pauvres se trouve sur la dépendance externe concernant les matières premières et les biens d'équipements nécessaires à l'industrialisation.

Il y est vrai que ce problème est très difficile à résoudre mais l'une des solutions plus ou moins efficaces sera premièrement d'adopter les stratégies endogènes c'est-à-dire centrées sur la mise en valeur des ressources locales propres à chaque « écosystèmes » en faveur d'une couverture des besoins essentiels de l'ensemble de la population, et d'une élimination de la misère.

Exemple : Au lieu d'acheter des produits importés, un restaurant malagasy doit utilisés comme couverts et comme matériels de cuisines les produits locaux

²⁹ Statistique agricole, annuaire 2005,2006,2007,2008

fabriqués par la population rurale d'Ambatolampy ainsi pour valoriser les ressources locales et aussi un premier pas pour lutter contre la dépendance externe.

Deuxièmement, s'investir dans des entreprises qui ne nécessitent pas énormément des biens d'équipements étrangers. C'est pour cette raison que nous nous intéressant des micros entreprises et des PME. Pourtant pour l'efficacité de ces types d'entreprises il est nécessaire d'adopter des modes de gestion moderne qui est aussi une des difficultés rencontrées par les PME à Madagascar.

II Les issues pour un nouveau développement de l'entreprise

Premièrement, pour échapper à la difficulté d'entrepreneuriat, les agents économiques doivent faire des efforts pour accroître le rendement de sa production ou leur recette en réduisant le coût de production de son activité donnée. Pour cela, ils doivent faire des évaluations pour son projet, chercher la relation couts / bénéfices ajustés pour son projet. Cela nécessite la possession d'un esprit d'entrepreneuriat c'est-à-dire exige des idées innovatrices, lancement de défis, jeu de risque. « L'esprit d'entreprise signifie implicitement innovation ce qui réduit les couts de production et par conséquent élimine les concurrents »³⁰

Deuxièmement, il est nécessaire de se lancer à l'innovation. Si la théorie de l'apprentissage dit que la pratique est une forme de connaissance, qui approfondit les compétences et permet d'améliorer la performance. D'où, progrès et croissance.

L'innovation est présente dans le sens de l'invention des nouveaux produits, de technique utilisée, ainsi que dans le domaine de fonctionnement de l'entreprise. L'innovation que Schumpeter a fait éloge comme étant le cœur de la croissance, peut en réalité générer beaucoup d'effets positifs sur l'économie.

j. Schumpeter distingue 5 cas d'innovation :

- la fabrication d'un bien nouveau
- l'introduction d'une méthode de production nouvelle
- la réalisation d'une nouvelle organisation
- l'ouverture d'un débouché nouveau

³⁰ Donald G , *les dimensions économiques de la politique et de la stratégie industrielle* , Ampersand Communications Services, 1983,p.55

- la conquête d'une nouvelle source de matières premières ou de produits semi-ouvriers

Selon les auteurs, cette forme globale d'innovation interne constitue un moyen de maîtriser la turbulence et d'entretenir des processus de « revitalisation ». Selon D.G . Anderson³¹, une revitalisation peut être définie comme « le passage pour une organisation d'un état permanent de stagnation ou de faible performance à un état permanent de dynamisme ou de bonne performance »

Ainsi donc pour améliorer l'industrie malagasy, il est nécessaire d'adopter des innovations sur le domaine technique, le domaine commerciale, le dominante organisationnelle ainsi que sur le domaine socio-institutionnelle

³¹ BARREYRE P.Y : « *Typologie des innovations* » in revue Française de gestion, janvier-février 1980

CONCLUSION

Le développement d'un pays tient donc compte à la structure des activités économiques d'un pays. Ces trois secteurs sont interdépendants et évolutifs. Ils doivent évoluer successivement et progressivement. Ainsi dans le processus normal de développement d'un pays, c'est le secteur primaire qui doit se développer en premier suivi du secteur secondaire et enfin le secteur tertiaire. En outre le déséquilibre entre ces trois secteurs peut avoir des impacts négatifs sur le développement d'un pays. C'est le cas des pays moins avancée. D'après l'étude de certains auteurs, les principales causes de déséquilibres de la structure des activités économiques des pays pauvres sont dues à l'effet néfaste de la colonisation du passé et l'impérialisme présent. . Ainsi Pour équilibrer les activités économiques dans les pays en développement, ils doivent sortir de la pression des pays du centre en choisissant un secteur qui pourra redémarrer l'ensemble du système productif du pays en vue d'accroître la croissance économique du pays. Ensuite, ils doivent trouver des solutions pour entretenir le secteur en difficulté. Pour y faire, il faut bien choisir les activités favorables qui peuvent apporter des avantages sur l'économie du pays c'est-à-dire qui créent beaucoup de valeur ajoutée.

Madagascar rencontre aussi ce problème de déséquilibre au niveau du secteur industriel. Ce résultat est dû par plusieurs raisons et même sur la politique industrielle adoptée par les dirigeants de ce pays. L'histoire de l'économie malgache est aussi l'une des raisons de la faiblesse de ce secteur. Mais, on ne peut pas nier la difficulté rencontré par les entrepreneurs malagasy qui empêche au développement de ces entreprises. Madagascar est donc d'après ce contexte resté dans la pauvreté profonde et le PIB apporté par le secteur industriel ne cessent de se diminuer d'année en année. Face à cette situation, la meilleur solution et d'apporter une amélioration sur le secteur industriel.

Pour Madagascar, le pays essaye toujours jusqu' aujourd'hui d'atteindre le décollage. Le secteur secondaire reste peu dynamique. Sa part dans le PIB illustre très bien la difficulté rencontré par ce scteur. En fait, le secteur secondaire malgache souffre de nombreux maux : cercle vicieux de la pauvreté, une économie désarticulée, politique industrielle qui ne répond pas aux besoins de la majorité, marché étroit, et tant d'autres. Même les petites et moyennes industries qui sont un espoir d'une industrialisation n'a pas sa place où il devra être

Dans le cas de Madagascar, c'est les petites et moyennes industries qui sont les types d'entreprises qui peuvent être améliorées dans la mesure où ces entreprises ont la capacité de se développer et devenir plus performantes dans le cadre de l'extension d'entreprise, de la gestion et de résolution du problème de chômage et de pauvreté à Madagascar. Le déficit à accomplir est donc de faire développer ces entreprises pour atteindre l'objectif d'équilibrage des secteurs d'activité à MADAGASCAR.

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

• LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du PIB par secteur d'activité dans les PMA p :15

Tableau 2 : la répartition des entreprises par province et par statut juridiques p : 46

Tableau 3 : Répartition des entreprises par province et par type d'entreprises p : 48

Tableau 4 : Répartition selon la branche d'activité et par types d'entreprise p : 50

Tableau 5 : Répartition de l'emploi selon le type des entreprises p : 52

Tableau 6 : Part de l'industrie et du secteur manufacturier dans le PIB de certains pays p : 55

• LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Productivité agricole dans les PMA, 1990-2008 p : 20

Graphique 2 : Rendement des cultures céréalières p :21

Graphique 3 : Part du Tiers Monde dans le commerce mondial p : 22

Graphique 4: Dynamique des relations agriculture / industrie p : 32

Graphique 5 : Structure du tissu industriel en 2012 (en %) p : 42

Graphique 6 : Part de l'industrie dans le PIB de 1966-1994 p : 53

Graphique 7: Part de l'industrie dans le PIB de 2000-2006 p : 54

ANNEXES

Annexe 1

I - 1. 2 EFFECTIF POPULATION AGRICOLE

Unité : Nombre

PROVINCE	2005	2006	2007	2008
ANTANANARIVO	3 236 618	3 323 512	3 412 738	3 504 361
FIANARANTSOA	3 173 402	3 194 207	3 215 147	3 236 226
TOAMASINA	1 824 161	1 878 237	1 933 917	1 991 247
MAHAJANGA	1 744 784	1 797 785	1 852 395	1 908 665
TOLIARY	2 381 665	2 452 747	2 525 951	2 601 339
ANTSIRANANA	935 093	1 030 186	1 134 950	1 250 368
MADAGASCAR	13 295 723	13 676 674	14 075 098	14 492 206

Source: : Service des Statistiques Agricoles /DSEC

Annexe 2 :

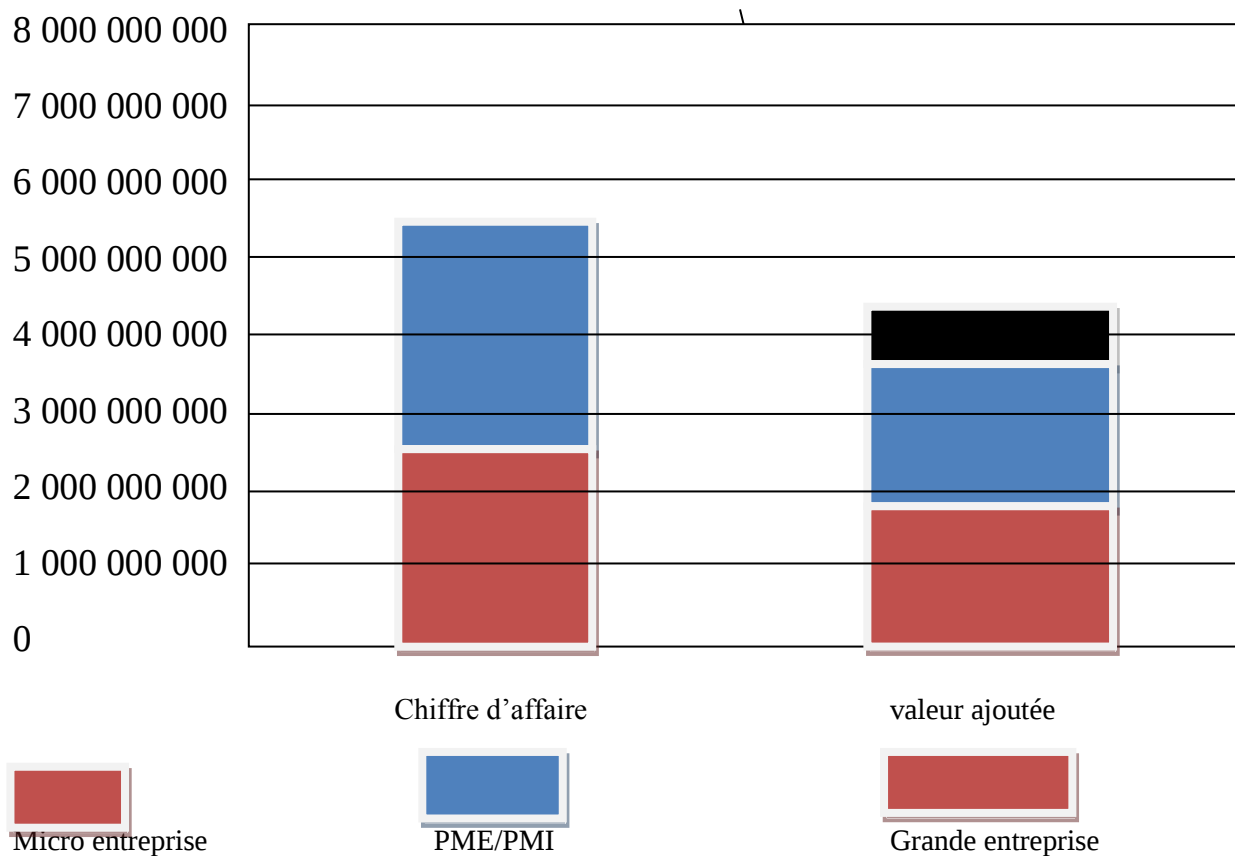


EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE 1960 A 2009

PRODUIT ANNEE	Paddy (Tonnes)	Mais (Tonnes)	Manioc (Tonnes)	Pois du cap (Tonnes)	Coton (Tonnes)	Population (hab)
1960	1 050 000	80 500		16 900		5 486 713
1961	1 215 000			16 900	2 409	
1962	1 460 000	88 500		13 500	2 556	5 862 238
1963	1 388 000	94 000		22 500	3 979	6 194 014
1964	1 648 080	133 480	984 305	19 550	4 912	
1965	1 589 345	122 555	1 170 940	20 320	5 809	6 562 041
1966	1 753 160	140 895	1 022 320	16 860	5 374	6 776 970
1967	1 830 965	145 515	1 042 525	12 215	9 106	7 011 563
1968	1 872 775	140 890	1 140 230	15 305	11 469	7 198 640
1969	1 858 180	142 985	1 253 145	20 830	16 784	
1970	1 945 900	108 825	1 218 220	21 930	18 714	7 423 864
1971					21 695	7 655 134
1972	1 686 725	105 805	1 212 600	28 330	23 882	
1973	1 729 965	107 870	1 174 790	24 330	30 628	
1974	1 844 000	118 010	1 264 175	24 335	33 290	
1975	1 812 810	122 796	1 343 537	37 260	30 728	7 605 000
1976					34 731	
1977	2 154 150	121 960	1 594 450	14 900	37 080	
1978	1 858 675	114 650	1 594 450	8 065	32 934	8 482 272
1979	2 139 200	116 440	1 569 000	9 680	29 957	
1980	2 108 910				23 210	
1981	2 011 480	120 650	1 670 070	5 000	27 962	
1982	1 969 905	113 000	1 898 340	4 630	25 981	
1983	2 147 000	132 100	1 992 225	7 100	26 381	
1984	2 131 100	141 000	2 047 100	6 720	33 813	9 607 800
1985	2 177 680	140 200	2 142 000	6 720	42 871	9 986 000
1986	2 230 205	152 890	2 421 300	6 350	41 010	10 277 000
1987					27 221	10 568 000
1988					31 863	10 860 000
1989	2 380 020	173 115	2 291 515	7 210	41 538	11 155 000
1990	2 400 000	155 556	2 304 540	7 620	32 094	11 443 000
1991	2 342 000	145 000	2 306 998	8 097	26 647	11 493 100
1992	2 450 000	130 000	2 279 999	3 013	20 200	11 796 900
1993	2 550 000	165 000	2 345 000	5 000	25 434	12 210 000
1994	2 357 000	155 000	2 360 000	4 500	27 310	12 585 000
1995	2 450 000	177 000	2 399 985	7 775	24 230	12 990 000
1996	2 500 000	179 705	2 353 075	7 850	27 490	13 393 000
1997	2 558 000	178 150	2 418 000	8 000	36 200	13 803 000
1998	2 447 210	155 000	2 412 200	7 800	38 600	14 222 000
1999	2 570 000	170 720	2 418 350	8 000	34 600	14 650 000
2000	2 480 470	169 800	2 463 360	7 520	27 434	15 085 000
2001	2 662 465	179 550	2 510 340	7 400	26 518	15 529 000
2002	2 603 965	171 950	2 366 250	7 170	8 162	15 981 000
2003	2 800 000	317 860	1 992 200	7 210	11 355	16 441 000
2004	3 030 000	308 512	1 949 401	7 482	13 245	16 908 000
2005	3 392 460	392 102	2 963 945	17 181	12 271	17 382 000
2006	3 490 010	395 820	2 990 400	17 330	13 310	17 865 000
2007	3 595 790	399 380	3 017 320	17 480	13 690	18 359 000
2008	3 914 170	402 980	3 044 470	17 640		18 866 000
2009	4 540 435	491 630	3 047 520	17 800		19 385 000

Source : Service Statistique Agricole/DSEC

Annexe 3 : Chiffre d'affaires et valeur ajoutée selon le type de l'entreprise



Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Annexe 4 : Chiffre d'affaires et valeur ajoutée totaux selon la branche de l'entreprise

Branches d'activités	(I)SA et SAU	(I)SARL et EURL	(I)EI	(I)Micro-entreprises	(I)Petites et moyennes entreprises	(I)Grandes entreprises	(O)Chiffres d'Affaires(Millier d'Ariary)	(O)valeurs Ajoutées totaux(Millier d'Ariary)
----------------------	--------------	-----------------	-------	----------------------	------------------------------------	------------------------	--	--

Activités extractives	13	35	132	130	30	20	93 991 163	22 275 894
Activités de fabrication	112	400	18	18 030	1 114	190	1 533 225 813	638 109 149
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	5	2	18822	1	2	3	25 184 220	10 577 264
Construction	10	95	0	1 626	1 887	43	404 759 728	174 324 523
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles	303	1648	3450	157 080	2 425	89	3 494 601 496	2 758 047 710
Hôtels, restaurants, bars	12	170	157643	8 474	649	7	248 349 404	93 038 818
Transports, auxiliaires de transport communication	77	230	8948	14 882	679	24	877 912 301	370 283 781

Activités financières	39	8	15277	12	25	10	314 432 960	160 532 976
Immobilier, location et services rendus aux entreprises							371 880 215	99 900 392
Autres	11	80	1 982	2 026	43	4	16 307 560	8 661 963

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage :

ANGELIER Jean Pierre ; *Economie industrielle* ; PUF, Grenoble, 1991,425p

BACCHETA, Marc, EKKEHARD, Ernst, BUSTAMANTE, Juana Paola, *L'économie informelle dans les pays en développement*, Décembre 2012, 365p

BARTOLI Annie ;HERMEL Philippe ; *le développement de l'entreprise ;economica*,1989,145p

CHANDLER ;*Stratégies et structures de l'entreprise* ; Les éditions d'organisation, 1989ion 1980,96p

COHEN A ; COMBEMALE P ; *croissance et crise , élément d'analyse* Hatier, 1980, 179p

DONALD G ;*les dimensions économiques de la politique et de la stratégie industrielle* ;Ampersand Communications Services, 1983,255p

ECREMENT Marc, *Industrialisation et développement*, ed° SALAMBO, PUF, 1985, 215p

HERNANDO De Soto , *Le mystère du capital*,Paris,2000,204P, 157p

LAIGLESIA Jütting *Conférence sur le secteur informel et l'emploi informel*, Hanoï, 6-7 Mai 2010

MICHALET C.A; *tendance récentes du capitalisme mondial* ; in Revue d'économie Industriel n°14 4^e édit

PERROUX François, BLOCH-LAINE François, *L'entreprise et l'économie du XX^e Siècle* ,;PUF, 2^e éditions, Tome 2, 1968,365p

ROSENSTEIN Rodan(1943), NURKE . R(1961) : Cf ELISA ASSIDON ; *Les théories économiquesdu développement* ;,ed° La découverte,1992, 412p

RUTHERFORD M.Poats ; *la technologie au service du développement* ; nouveaux horizons ;1974, 154p

ROSTOW W.W ; *les étapes de la croissance économique* ; point n° 16 ,le Seuil 1952

ZANTMAN A ;*le Tier Monde* ; HATIER ;1990 ; p 384

Rapport et étude :

CLING, Jean-Pierre (dir), LAGRÉE, Stéphane(dir), RAZAFINDRAKOTO, Mireille(dir),
ROUBAUD, François,(dir),*L'économie informelle dans les pays en développement*,
Décembre 2012,366P

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT ;*Rapport 2013*
sur les Pays moins avancé ; CNUCED,2013

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT, *Rapport 2010*
sur les Pays moins avancé ;CNUCED,2010

CREDOC, *Evaluer les performances d'un secteur d'activité* , cahier de recherche
n°148

INSTAT, Enquête MADIO politique industrielle à Madagascar : *les traits marquants*
de 1960 à nos jours

MCI, INSTAT et RAKOTOMANANA Hanta L. & RAZAFIMPAHANA Bertin, *Politique*,
Planification industrielle et développement des PME/PMI, 1989

OMC, *Pays en développement*, chapitre 6,

Rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar, Institut national de la statistique,
direction des statistiques économique, 2005

Rapport du banque mondiale ; *classification des pays : changement 2011 ; 2011*

Auteur: ANDRIAMARO Anja Nantenaina

Titre: « la structuration du secteur d'activité en déséquilibre dans le pays en développement ;
Cas du secteur industriel a Madagascar »

Nombre de pages : 66

Tableaux : 9

Graphiques : 8

Annexes : 4

Contact : 0340335066

Adresse de l'Auteur : Lot ID 137 Bis Ankadivory Ilafy

RESUME

Les pays sous développés trouvent jusqu'aujourd'hui des difficultés pour s'en sortir et de démarrer leurs développement. La condition nécessaire à la résolution des problèmes du Pays pauvres est entre les mains des Pays industrialisés dans la mesure ou ces derniers qui peuvent élaborer des accords pour améliorer les relations internationales entre les centres et périphériques concernant le commerce international, l'exportation, l'importation ect

Ce n'est cependant pas suffisant. Le développement des pays pauvres exige aussi l'effort apporté par les peuples de ce pays. Il nécessite l'initiative du peuple et du gouvernement de chercher des stratégies efficaces pour améliorer la condition de vie de la population avec les ressources existantes et les aides apporté par les bailleurs de fonds. Les reformes sociopolitiques et les révolutions industrielles sont nécessaires.

Mots clés : secteur d'activité, désarticulation économique, industrialisation, croissance, système productif

Encadreur : ANDRIAMALALA Mamisoa Freddy